



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

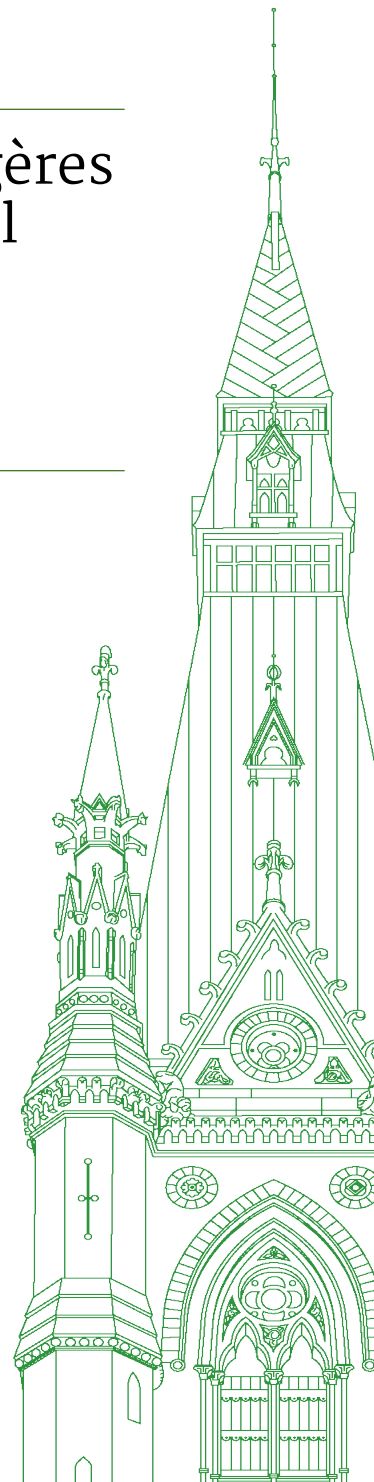
Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 009

Le mardi 28 octobre 2025

Président : Ahmed Hussen



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 28 octobre 2025

• (1100)

[Traduction]

Le président (L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.)): Bonjour à tous.

La séance est ouverte.

Bienvenue à la neuvième réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

[Français]

La réunion d'aujourd'hui se déroule selon une formule hybride, conformément au Règlement. Les membres y participent en personne dans la salle ou à distance au moyen de l'application Zoom.

[Traduction]

Avant d'aller plus loin, j'aimerais demander à tous les participants en personne de consulter les lignes directrices sur les cartes laissées à chaque place. Ces mesures visent à prévenir les incidents acoustiques et à protéger la santé et la sécurité de tous les participants, y compris nos interprètes. Vous remarquerez également sur la carte un code QR qui renvoie à une courte vidéo de sensibilisation.

J'aurais maintenant quelques indications à l'intention des témoins et des membres du Comité.

Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Ceux et celles qui participent par vidéoconférence sont priés de cliquer sur l'icône du microphone pour activer leur micro, et de se mettre en sourdine lorsqu'ils n'ont pas la parole. Au bas de votre écran sur Zoom, vous pouvez sélectionner le canal approprié pour l'interprétation: le parqué, l'anglais ou le français. Ceux et celles qui sont dans la salle peuvent utiliser l'oreillette en sélectionnant le canal désiré.

Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence. Les députés présents dans la salle qui souhaitent prendre la parole sont priés de lever la main. Ceux et celles qui participent via Zoom doivent utiliser la fonction « Lever la main ». Le greffier et moi-même ferons de notre mieux pour gérer l'ordre des interventions, et nous vous remercions de votre patience et de votre compréhension à cet égard.

Chers collègues, le greffier a distribué hier une ébauche de budget pour notre réunion d'aujourd'hui avec le secrétaire d'État au Développement international. Ai-je l'approbation des députés pour ce budget?

Des députés: D'accord.

Le président: Merci.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, le Comité se réunit pour étudier le mandat et les priorités du secrétaire d'État au Développement international.

J'aimerais souhaiter officiellement la bienvenue à nos témoins pour la première heure de notre séance. Nous accueillons l'honorable Randeep Sarai, secrétaire d'État au Développement international.

Du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, nous recevons Christopher MacLennan, sous-ministre, Développement international; Leslie Norton, sous-ministre adjoint, Secteur des partenariats et des programmes d'aide internationale; et Alexandre Lévêque, sous-ministre adjoint, Secteur de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Arctique.

Vous avez droit à un maximum de cinq minutes pour nous présenter vos observations préliminaires, après quoi nous passerons aux séries de questions.

Monsieur Sarai, vous avez la parole.

L'hon. Randeep Sarai (secrétaire d'État (Développement international)): Merci, monsieur le président.

Merci, chers collègues. C'est un honneur d'être ici. J'ai déjà siégé au sein de ce comité, alors je suis heureux d'être de retour. Je suis ravi de me joindre à vous pour discuter de mon mandat et de la façon dont les priorités de notre gouvernement en matière de développement international évoluent.

Comme vous le savez tous, nous évoluons dans un contexte géopolitique difficile qui affecte tous les aspects de notre travail sur la scène internationale. Les organisations multilatérales sont soumises à d'énormes pressions. Au cours des cinq dernières années, d'importantes avancées en matière de développement ont été bloquées, quand les gains réalisés n'ont pas été carrément perdus. À l'échelle mondiale, les progrès en matière de réduction de l'extrême pauvreté ont pour ainsi dire stagné. La crise alimentaire mondiale s'aggrave, et les besoins humanitaires demeurent inquiétants, en particulier à Gaza, en Haïti, au Soudan et en Ukraine.

Les grands donateurs réduisent leur budget et modifient leur approche en matière d'aide au développement. En même temps, de nouveaux donateurs se font concurrence dans le but d'exercer leur influence, en adoptant des façons de faire qui ne sont pas nécessairement compatibles avec les valeurs du Canada. Les pays de l'hémisphère Sud demandent que l'on revoie la structure des organisations multilatérales pour permettre des formules de représentation plus équitables, et le Canada appuie les réformes en cours des Nations unies et des mécanismes d'aide humanitaire afin qu'ils soient plus souples, plus efficaces et plus efficaces.

J'assume mes fonctions de secrétaire d'État au Développement international depuis le printemps dernier. Mon mandat consiste à agir au nom du Canada pour favoriser le développement international durable et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement et à fournir de l'aide humanitaire en période de crise. Cependant, les conditions dans lesquelles je dois m'acquitter de ce mandat ont radicalement changé en cours d'année, et il est clair que les efforts du Canada en matière de développement et l'apport des donateurs traditionnels aux fins de l'aide internationale devront être adaptés à cette nouvelle réalité.

En discutant de ces questions lors de la réunion des ministres du Développement du G7 que j'ai présidée ce mois-ci, mes homologues et moi-même en sommes arrivés à la conclusion que la conjoncture exige des réformes urgentes. Nous avons convenu qu'il est impératif de repenser nos approches pour lutter contre la pauvreté extrême, promouvoir la croissance économique dans les pays en développement et répondre aux crises humanitaires. Dans ce contexte, le Canada devra s'employer à maximiser l'impact de ses investissements, à veiller à ce que des résultats tangibles soient obtenus et à établir un lien plus étroit entre les efforts que nous déployons sur ce terrain et le renforcement de la sécurité économique de notre pays.

L'aide au développement international peut devenir un investissement dans la prospérité et la stabilité partagées. Le Canada peut s'enorgueillir de sa longue feuille de route en la matière. Nous faisons œuvre de pionniers en plaçant l'égalité des sexes au cœur de notre travail, car les données probantes montrent que c'est non seulement la bonne chose à faire, mais aussi la chose intelligente à faire. Les Canadiens s'attendent à ce que l'argent de leurs impôts leur permette d'obtenir des résultats durables dans lesquels ils peuvent se reconnaître, et j'en fais ma priorité.

Quant à savoir ce que nous devons changer dans nos approches actuelles pour nous adapter à cette nouvelle réalité, je vais me concentrer sur les éléments suivants.

Premièrement, je m'efforcerai de mieux faire comprendre à tous comment notre aide internationale va concrètement dans le sens de la nécessité pour le Canada de diversifier ses relations commerciales. Il en ressort qu'il nous faudra mettre davantage l'accent sur le soutien à la croissance économique, la préparation au commerce et l'engagement du secteur privé pour favoriser la prospérité et renforcer la résilience dans les pays en développement. Il faudra continuer de créer et de consolider des environnements propices à la croissance tout en veillant à ce que les plus vulnérables ne soient pas laissés pour compte.

Mon objectif ultime est de contribuer à l'établissement par le Canada de relations à long terme mutuellement bénéfiques avec les pays en développement et les marchés émergents. Pour y parvenir, nous adopterons de nouveaux modèles de financement, des solutions numériques et des approches d'inspiration locale qui font bon usage de nos ressources de développement, optimisent notre impact et produisent des résultats durables. Il s'agit notamment d'élargir notre utilisation d'outils financiers novateurs, comme le financement mixte, afin d'accroître les investissements du secteur privé et de veiller à maximiser l'apport des fonds publics engagés.

● (1105)

[Français]

Notre gouvernement veillera à ce que FinDev Canada, notre institution financière de développement, s'efforce d'accroître les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

[Traduction]

Bref, nous établirons une approche plus intégrée qui conjuguera nos impératifs de diversification du commerce et de développement international, afin de créer des environnements plus favorables au commerce, de réduire les obstacles au sein du secteur privé, de contribuer à la création d'emplois et d'accroître la résilience de la chaîne d'approvisionnement.

Deuxièmement, je suis très conscient de mon rôle dans la gestion des risques tels que les changements climatiques, les maladies infectieuses et l'insécurité alimentaire. En nous attaquant à ces problèmes, nous contribuons à créer les conditions propices à la stabilité et à la résilience à l'échelle mondiale, ce qui est dans l'intérêt du Canada.

[Français]

Nous continuerons à travailler avec nos partenaires pour faire progresser l'égalité des sexes, répondre aux crises humanitaires et protéger l'environnement.

[Traduction]

C'est une occasion en or d'insuffler un sens différent et une détermination nouvelle à ce que nous faisons et à la manière dont nous y prenons. L'aide internationale du Canada peut ainsi devenir une ressource précieuse qui nous aide à surmonter les difficultés à l'échelle planétaire, à établir des partenariats solides et à réaliser des progrès significatifs, tout en veillant à ce que les Canadiens demeurent au cœur de notre travail.

Je vous remercie du temps que vous me consacrez aujourd'hui.

Le président: Merci, honorable secrétaire d'État, de vos observations.

Nous allons maintenant passer aux questions, en commençant par Mme Rood.

Vous avez six minutes.

Lianne Rood (Middlesex—London, PCC): Merci beaucoup, monsieur Sarai, d'être ici aujourd'hui.

Pour ma première question, je pense que tout le monde garde un œil sur l'actualité avec l'ouragan qui frappe la Jamaïque et qui risque de dévaster cette île.

Quelle aide le Canada prévoit-il apporter et quels efforts humanitaires le gouvernement canadien se prépare-t-il à déployer?

● (1110)

L'hon. Randeep Sarai: Merci. C'est une excellente question.

Nous sommes en état d'alerte en ce qui concerne l'ouragan Melissa. Mon sous-ministre et mon sous-ministre adjoint ont tous les deux été informés des préparatifs en cours.

Nous avons un centre à Mississauga qui est prêt à expédier des marchandises lorsque la situation l'exige. Certains fonds ont déjà été distribués. Nous travaillons avec la CDEMA, l'agence caribéenne de gestion des urgences, et nous attendons ses demandes. Nous allons apporter tout le soutien nécessaire dans cette région.

Lianne Rood: Merci beaucoup, monsieur le secrétaire d'État. Je crois que les pensées et les prières de tous les Canadiens accompagnent les Jamaïcains en espérant qu'ils pourront s'en tirer sains et saufs.

Dans un autre ordre d'idées, nous constatons que 8,4 milliards de dollars de l'argent des contribuables canadiens sont dépensés dans le cadre de notre enveloppe d'aide étrangère. Ces fonds sont pour une bonne part consacrés à des projets portant des noms comme Des haricots pour l'autonomisation des femmes ou Chaînes de valeur du riz à faible teneur en carbone et respectueuses de l'égalité des sexes au Vietnam, ou encore versés par le truchement d'organisations comme l'ONU ou la Banque mondiale.

Dans quelle mesure les sommes ainsi investies par les Canadiens produisent-elles les résultats escomptés en améliorant leur sort?

L'hon. Randeep Sarai: Le ministère administre plus de 2 000 programmes. Leurs noms ne font peut-être pas l'unanimité, mais ce sont d'excellents programmes dont les objectifs sont louables. À titre d'exemple, par l'entremise du projet L'écologisation de notre riz, Oxfam vise à promouvoir les chaînes de valeur du riz à faible teneur en carbone au Vietnam. Ce projet, qui contribue à augmenter la participation des femmes, a été élaboré à la suite de vastes consultations auprès de donateurs gouvernementaux et de la société civile. Il augmente la production de riz plus durable et procure de meilleurs moyens de subsistance aux petits producteurs de riz, en particulier des femmes.

À ce sujet, le Vietnam est l'un de nos principaux partenaires commerciaux au sein de l'ANASE, et il est un de nos importants fournisseurs de riz à prix abordable.

Ce sont des programmes mutuellement bénéfiques, et si nous pouvons améliorer la vie des agriculteurs locaux, accroître la participation des femmes et augmenter leurs rendements en utilisant moins d'eau pour des cultures plus résistantes au climat, nous obtenons également une source d'approvisionnement plus abordable pour notre riz, un féculent indispensable dans l'alimentation de nombreux Canadiens.

Vous avez aussi mentionné les banques internationales de développement et d'autres organisations de cette nature. Nous continuons de les soutenir, et ce, avec des moyens plus novateurs, comme l'octroi de capitaux et les outils de financement mixte, afin de pouvoir attirer des capitaux privés pour aider à répondre à certains des besoins en matière d'infrastructure dans ces pays, des ports jusqu'aux installations d'entreposage pour les denrées, entre autres éléments. C'est le genre de choses que nous faisons qui sont mutuellement bénéfiques du fait qu'elles contribuent également à soutenir une économie résiliente au sein des États bénéficiaires.

Lianne Rood: J'ai mentionné des organisations comme l'ONU et la Banque mondiale. Encore une fois, les Canadiens nous posent des questions sur les programmes dans le cadre desquels nous donnons, par exemple, 22 millions de dollars — ou quel que soit le montant — à ce projet Chaînes de valeur du riz à faible teneur en carbone et respectueuses de l'égalité des sexes, par l'intermédiaire d'organisations comme l'ONU ou la Banque mondiale. À quoi les Canadiens peuvent-ils s'attendre quant aux résultats de ces projets susceptibles d'améliorer leur sort? Y aura-t-il effectivement des gains?

L'hon. Randeep Sarai: En l'espèce, nous profiterions d'exportations de riz plus abordables à destination du Canada à la faveur d'un rendement amélioré de la culture rizicole sur ces terres.

En matière de développement international, notre objectif n'est pas d'obtenir pour les Canadiens un rendement équivalent aux sommes engagées. Il s'agit d'abord et avant tout d'assurer le maintien d'un monde plus sûr du point de vue financier, avec une réduction de la pauvreté qui contribuera à restreindre la migration à partir de ces endroits. On obtient ainsi une paix et une sécurité accrues au sein d'un monde plus stable.

Le premier ministre Carney est actuellement en visite dans cette région où il s'emploie à conclure davantage d'accords commerciaux. C'est une approche souple qui nous aide à travailler avec des pays comme le Vietnam, pour reprendre cet exemple, qui ont l'impact que la contribution du Canada a eu pour eux et leur développement en répondant aux besoins des femmes dans leurs régions et en augmentant leurs rendements agricoles, tout cela se traduisant par de meilleurs accords pour nous. Comme nous sommes à la recherche de nouveaux partenaires commerciaux, c'est exactement le type de programmes aux fins desquels nous allons redoubler d'effort.

Lianne Rood: Merci.

Ma prochaine question m'a été inspirée par des commentaires que j'entends souvent de la part de différents intervenants. Le Canada renouvellera-t-il son engagement envers le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme au cours de sa prochaine période de reconstitution? Quelle somme le ministère a-t-il réservée à cette fin?

● (1115)

L'hon. Randeep Sarai: Le Fonds mondial accomplit un travail remarquable en sauvant des milliers, voire des millions de vies. Il s'agit de sortir les gens de la pauvreté. Cela a extrêmement bien fonctionné pour réduire la prévalence du VIH, ainsi que de la tuberculose, du paludisme et d'autres maladies. C'est une excellente initiative.

Le budget sera présenté très bientôt, et nous verrons alors de quoi il en retourne. Comme le premier ministre rendra sous peu un engagement en ce sens, je ne veux rien révéler prématurément. Nous sommes très reconnaissants du travail que le Fonds mondial a effectué par le passé, et nous entendons poursuivre cette collaboration.

Lianne Rood: Merci beaucoup.

Mon temps est presque écoulé, alors je vais m'arrêter ici.

Le président: Nous passons maintenant à Mme Anita Vandenberg, qui se joint à nous virtuellement.

À vous la parole. Vous avez six minutes.

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup.

Je tiens à vous souhaiter à nouveau la bienvenue au Comité. Merci beaucoup du leadership dont vous avez fait preuve au cours des derniers mois, en particulier pour que le Canada prenne l'initiative des efforts déployés pour en arriver à un monde plus pacifique, plus sûr et plus équitable.

À ce sujet, je vais revenir sur quelque chose que vous avez dit dans votre déclaration préliminaire au sujet des valeurs canadiennes et du fait que davantage de voix discordantes se font désormais entendre. Certains États-nations préconisent des valeurs antilibérales. La bataille entre l'autoritarisme et la démocratie est vraiment au cœur de notre réalité géopolitique actuelle. Le Canada a une très riche tradition de soutien à la démocratie, d'appui aux défenseurs des droits de la personne et de maintien de la primauté du droit et de la stabilité partout dans le monde.

J'aimerais simplement vous demander ce que le Canada fait pour promouvoir la démocratie en ce moment crucial que nous vivons. Un certain nombre de pays ont procédé à des compressions. C'est notamment le cas avec le fonds national des États-Unis, le National Endowment for Democracy, une décision qui a mis en péril une organisation internationale, le World Movement for Democracy.

Nous avons également vu d'autres secteurs où les efforts s'intensifient. Lors d'une récente réunion du caucus multipartite pour la démocratie, la semaine dernière, où nous avons reçu le commissaire européen chargé de la démocratie, on nous a dit que l'Europe est en train de créer un centre pour la résilience démocratique et que l'on aimerait que le Canada soit un partenaire dans ce genre d'initiatives.

Pourriez-vous nous donner un aperçu de ce qu'est la gouvernance démocratique inclusive et de la façon dont nous promouvons les valeurs de démocratie et de liberté dans le monde?

L'hon. Randeep Sarai: Merci. Je vous félicite sincèrement pour toute la passion avec laquelle vous abordez ces enjeux.

Vous avez tout à fait raison. Il y a une montée de l'autoritarisme et une utilisation malveillante de la technologie pour miner les systèmes démocratiques. Nous en avons parlé à maintes reprises lors de réunions ministérielles partout dans le monde. Nous devons en faire plus à cet égard.

Nous travaillons avec différents partenaires pour faire progresser la liberté de la presse, la société civile et les droits de la personne, et pour contrer les menaces qui pèsent sur la gouvernance démocratique. Si je ne m'abuse, les budgets de 2023-2024 prévoyaient 376 millions de dollars pour les programmes de gouvernance inclusive. Cela représente environ 7 % de notre budget d'aide internationale.

Dans l'ensemble, je crois qu'il y a environ 650 projets par année qui soutiennent divers groupes de la société civile en vue de faire progresser la gouvernance inclusive, les droits de la personne, l'égalité et la paix. Il s'agit notamment de groupes comme Journalistes pour les droits de la personne, Equitas et de nombreux autres. Nous allons continuer de travailler en ce sens.

Je peux vous dire que lorsque nous avons rencontré les ministres responsables du développement du G7, l'engagement de la plupart de nos homologues était très ferme à cet égard. Nous allons poursuivre dans la même veine, car il est impératif que nous le fassions.

À l'occasion de mes tournées, certains gouvernements ont en fait demandé de l'aide pour renforcer leurs systèmes de gouvernance, en particulier en ce qui concerne la surveillance et la façon d'ériger les structures nécessaires. Nous continuons d'accomplir une grande partie de ce travail bilatéralement et multilatéralement, et nous n'allons pas nous arrêter de sitôt.

Anita Vandenberg: Merci beaucoup, monsieur le ministre. Nous savons qu'il s'agit d'une priorité importante.

L'autre question que je voulais vous poser concerne la Politique d'aide internationale féministe. Nous savons que lorsque les femmes sont incluses — non seulement en tant que bénéficiaires de l'aide, mais aussi dans la conception et la mise en œuvre des programmes de développement, et ce, dès le début —, nous obtenons de meilleurs résultats.

Je sais que le Canada est un chef de file mondial. De fait, d'autres pays nous emboîtent le pas en matière de politiques étrangères féministes et de politiques d'aide féministes. Je me demande simplement quel est l'engagement actuel à cet égard et où en est la Politique d'aide internationale féministe.

L'hon. Randeep Sarai: Excellent. Merci.

Nous savons tous, et je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, que lorsque les femmes et les filles se portent mieux, nous nous portons tous mieux. L'adoption de ces politiques est non seulement la bonne chose à faire, mais aussi la chose intelligente à faire. Nous en avons également discuté lors de notre réunion des ministres responsables du développement du G7: nous devons renforcer ces politiques. C'est sensé sur le plan économique, et c'est logique dans le cadre de nombreux autres programmes. La participation des femmes à ces programmes — de la conception du mode de financement de nos programmes à leur mise en œuvre — les rend encore plus efficaces. C'est ce que notre gouvernement a fait ici au Canada, et nous adoptons cette même approche dans les programmes que nous finançons à l'échelle internationale.

Le monde change. Nous devons nous efforcer de maintenir ces politiques. Il y a beaucoup de recul. Nous constatons beaucoup de résistance de la part de nombreux acteurs. Certains acceptent certains mots et d'autres pas. Nous faisons preuve de créativité et faisons tout en notre pouvoir pour garantir le financement de l'aide aux jeunes femmes et aux filles, que ce soit dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, de la participation au marché du travail ou du développement durable dans les régions. Nous faisons tout ce que nous pouvons, et nous continuerons de le faire.

● (1120)

Anita Vandenberg: Je suis très heureuse de vous entendre parler des droits en matière de santé sexuelle et reproductive. Nous savons que c'est quelque chose qui s'étiole partout dans le monde. Les femmes perdent ces droits.

Avec vos 10 secondes, je veux réaffirmer cet engagement envers la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes.

L'hon. Randeep Sarai: Oui, nous avons un engagement très ferme et un engagement très fort en la matière. J'ai vu de mes propres yeux les avantages qui en découlent pour un grand nombre de ces femmes et de ces très jeunes filles marginalisées, et la façon dont peu de choses peuvent faire une grande différence dans leur vie. Nous continuerons dans cette voie.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Duceppe.

[Français]

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour six minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Merci, monsieur le président.

Je remercie le secrétaire d'État, ainsi que les autres témoins, d'être des nôtres aujourd'hui.

Monsieur Sarai, depuis l'arrivée de M. Carney à la tête du gouvernement, on voit une nette intention de lier l'aide internationale et les questions économiques. Vous en avez d'ailleurs parlé dans votre déclaration préliminaire. Nous sommes d'accord pour dire qu'un projet d'aide internationale qui a des retombées économiques réciproques, cela a du bon. Cela justifie notamment l'aide internationale auprès de nos concitoyens. Toutefois, beaucoup de personnes craignent — j'en suis — de voir l'aide internationale être instrumentalisée au profit des questions économiques.

Comment votre ministère peut-il s'assurer que cela ne se produira pas?

[Traduction]

L'hon. Randeep Sarai: Merci. C'est une excellente question.

L'objectif est de veiller à ce qu'elle ne soit jamais instrumentalisée. Le fait est que le milieu du développement est en train de changer. On observe une diminution de l'aide au développement de près de 24 à 30 % en Allemagne et en France, et une diminution massive de l'aide apportée par les États-Unis. C'est un grand vide que le Canada et d'autres pays ne peuvent pas combler à eux seuls.

Il se passe probablement deux choses. Premièrement, nous essayons d'obtenir plus de capitaux privés. Partout dans le monde, on hésite à investir des milliards de dollars; il faut obtenir ces fonds en plus des bons véhicules et outils par l'entremise de nos institutions financières internationales — les banques de développement, FinDev Canada et d'autres — pour contribuer à l'aide au développement.

L'autre chose, c'est ce sur quoi le Canada se concentre. Autrefois, nous étions en mesure de saupoudrer un peu d'aide dans un grand nombre de programmes, car nous jouissions du soutien de bon nombre de ces grands pays qui contribuaient au développement international. Si nous n'avons pas ce soutien, je pense que nous devons nous concentrer davantage sur la façon dont nous pouvons mettre l'accent... En obtenant une contribution accrue du secteur privé, nous pouvons nous concentrer sur les régions où nous menons des activités commerciales et avons des synergies et créer une excellente marque et réputation pour ces régions.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Effectivement, partout sur la planète, on voit une dégringolade des investissements dans l'aide internationale de la part des pays développés.

Tout de même, en 1970, l'ONU avait demandé aux pays développés, dont le Canada, de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'aide internationale, objectif qu'ils s'étaient engagés à atteindre. On en est très loin, compte tenu de cette réduction des investissements des pays développés en la matière. Je pense surtout aux États-Unis, qui ont aboli l'USAID.

Le Canada a-t-il un plan pour atteindre cette cible de 0,7 %?

Si oui, comment va-t-il y arriver? Sinon, pourquoi n'y a-t-il pas de tel plan?

[Traduction]

L'hon. Randeep Sarai: Nous sommes en fait l'un des plus importants donateurs par habitant au monde. D'ailleurs, même sans un calcul par habitant, je crois que le Canada se classe au septième rang mondial en ce qui concerne l'aide publique au développement et le développement. Nous faisons plus que notre part dans presque toutes les catégories.

Nous faisons également partie de ceux qui reçoivent les éloges de nos homologues, qu'il s'agisse des pays du G7, du G20 ou de l'OCDE. Ils nous félicitent de maintenir notre engagement ferme à l'égard du développement et de l'aide humanitaire. Je suis fier de dire que l'on salue cette décision.

Oui, le contexte a beaucoup changé. Certains ont retiré leur aide. Nous demeurons fermes dans notre engagement à maintenir l'aide publique au développement et...

• (1125)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur le secrétaire d'État, excusez-moi de vous interrompre, mais ma question n'était pas un prétexte pour vous permettre de vous vanter, c'était vraiment une question précise: le Canada a-t-il un plan pour atteindre la cible de 0,7 % de son PIB en aide internationale? Si oui, comment, et sinon, pourquoi? Ce n'est pas une question très compliquée.

[Traduction]

L'hon. Randeep Sarai: Je vais être très honnête. Je pense que, étant donné la situation financière et les pressions que nous subissons à l'échelle mondiale dans le domaine du commerce, le maintien de cet engagement est une force, et nous, Canadiens, devrions être fiers de faire bien plus que notre part. Sur ce, je vais m'arrêter là.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur le secrétaire d'État, beaucoup de petites organisations d'aide internationale existent sur le territoire canadien. Par exemple, dans ma circonscription, il y a le Centre de solidarité internationale du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Cet organisme existe depuis 1979 et a fait énormément de projets un peu partout. Ses projets ont des retombées réelles, à la fois dans les communautés où ils sont réalisés et au Lac-Saint-Jean. Des personnes du Lac-Saint-Jean participent à ces projets avec des partenaires du Bénin, du Burkina Faso, de l'Équateur et du Sénégal. Ils réalisent des projets solidaires et mettent en place des programmes d'éducation à la citoyenneté mondiale, par exemple.

Bref, cet organisme a fait énormément de projets, or il a vu son financement diminuer. Je vous donne les chiffres, monsieur le secrétaire d'État. En 2019-2020, il a reçu 603 000 \$ du fédéral. En 2022-2023, il a reçu 584 797 \$. Actuellement, en 2024-2025, le financement a été réduit à 5 000 \$, ce qui représente un peu moins que le salaire d'un employé embauché pour l'été. Embaucher une personne pour l'été représente donc un coût pour l'organisme, parce qu'il doit ajouter un peu d'argent.

Les petites organisations comme celle-là lancent un cri d'alarme depuis très longtemps, parce qu'elles n'ont pas accès au financement fédéral, alors qu'elles font probablement mieux en matière de reddition de comptes et de retombées sur le terrain, et qu'elles dépendent probablement mieux leur argent.

Premièrement, comment expliquez-vous le fait que le financement de ces organisations s'est réduit comme peau de chagrin?

Deuxièmement, comptez-vous faire quelque chose pour leur permettre de revenir à un financement fédéral qui a du sens, comme c'était le cas il n'y a pas si longtemps?

[Traduction]

L'hon. Randeep Sarai: Je serai très bref.

Affaires mondiales Canada utilise un processus rigoureux pour examiner le financement, notamment celui de cet organisme-là. Nous essaierons toutefois de vous fournir cette réponse après la réunion. Vingt-cinq pour cent de notre aide est destinée à des ONG canadiennes qui travaillent un peu partout dans le monde. Nous essayons de simplifier le processus de demande tout en maintenant une gouvernance et une reddition de comptes adéquates en ce qui concerne le financement que nous accordons.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant commencer la deuxième série de questions, en commençant par Mme Rood.

Vous avez cinq minutes.

Lianne Rood: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, depuis 2015, le Canada a envoyé une aide de 108,9 millions de dollars à la Chine. Quels objectifs précis justifiaient ces dépenses et quelles ont été les retombées concrètes pour les Canadiens et pour la protection des droits de la personne sur le terrain?

L'hon. Randeep Sarai: Le Canada n'apporte aucun financement bilatéral directement à l'État chinois ou à son gouvernement. Ce que nous faisons concerne la société civile, les droits de la personne, l'égalité entre les sexes et les initiatives climatiques qui aident la région à mieux résister aux changements climatiques. La majeure partie de ce financement est accordée par l'entremise d'organisations multilatérales. Nous contribuons au financement de la Croix-Rouge, d'Oxfam et d'autres organisations des Nations unies qui envoient des pourcentages plus faibles en Chine. Les seules ententes bilatérales que nous avons sont celles que j'ai mentionnées, et elles visent principalement à accroître la protection des droits de la personne ou à renforcer les organismes qui travaillent dans ce domaine.

Lianne Rood: Monsieur le ministre, votre note d'information du 6 mai précisait que 39 % de l'aide destinée à la Chine allait directement à des bénéficiaires chinois.

Pouvez-vous préciser qui a reçu ces fonds et pour quels projets? Comment a-t-on vérifié leurs liens avec l'État chinois, l'Armée populaire de libération ou les entités du Front uni?

L'hon. Randeep Sarai: Je peux vous assurer que nul fond n'a été donné au gouvernement chinois ou à l'une de ses organisations. Les fonds dont on parle ne sont destinés qu'aux organisations de la société civile. Je peux vous donner ce chiffre dans un instant. Je pense qu'il s'agissait de 14,6 millions de dollars en financement multilatéral destiné à des organisations que le Canada appuie et qui jouent un rôle actif en Chine. C'est à peu près le seul financement multilatéral.

Je peux dire que le gouvernement précédent et les conservateurs ont donné 360 millions de dollars à la Chine au cours de leur mandat, et cela comprend certains fonds directement versés à l'État. Je pense que notre contribution est très petite, et n'est versée qu'à la société civile, aux groupes de défense des droits de la personne et aux ONG qui travaillent sur des initiatives climatiques. Il ne s'agit que d'une aide bilatérale accordée à ces groupes de la société civile. Aucune aide n'a été envoyée à l'État lui-même.

• (1130)

Lianne Rood: Monsieur le ministre, la note d'information dit le contraire. On peut y lire que les fonds ont été donnés directement à des bénéficiaires chinois. Dans ce cas, puis-je vous demander de re-

mettre au Comité une liste complète des projets réalisés depuis 2015, y compris leurs budgets, le nom des responsables de leur mise en œuvre, les résultats attendus, les audits et les évaluations indépendantes?

L'hon. Randeep Sarai: Je serai heureux de le faire.

Lianne Rood: Merci beaucoup.

La note d'information affirme également que l'admissibilité selon l'OCDE justifie le financement versé à la Chine. L'admissibilité selon l'OCDE l'emporte-t-elle sur les priorités de la politique étrangère du Canada, les risques pour la sécurité nationale et les considérations relatives aux valeurs? Où ces décisions sont-elles documentées? Qui les approuve?

L'hon. Randeep Sarai: Comme je l'ai dit, nous ne versons aucun financement à la Chine elle-même ou au gouvernement chinois. Le financement va — j'ai ces renseignements devant moi — au Fonds canadien d'initiatives locales, qui reçoit environ 880 000 \$. Cela permet d'apporter de petites contributions aux initiatives locales d'étudiants de cycles supérieurs en matière de gouvernement inclusif, de droits de la personne, d'égalité des genres, de paix et de sécurité. Nous avons un très petit programme, le Programme d'échanges universitaires Canada-Chine, qui reçoit un financement d'environ 200 000 \$ et aide à renforcer la compréhension culturelle. Ces deux initiatives ont été administrées pendant plus de 50 ans par les gouvernements libéraux et conservateurs qui se sont succédé. Enfin, il y a le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement. Il s'agit d'un organisme consultatif international qui soutient la Chine et des politiques en matière d'environnement et de développement durable.

Voilà ce que nous faisons. Nous ne versons aucune contribution.

Lianne Rood: Où ces décisions sont-elles documentées? Est-ce vous qui les approuvez, alors?

L'hon. Randeep Sarai: Elles peuvent probablement très bien toutes être prises par d'autres personnes que moi. Ce sont les fonctionnaires d'Affaires mondiales qui les approuvent.

Lianne Rood: Monsieur le ministre, le ministère affirme qu'aucune aide bilatérale directe n'a été versée aux autorités de l'État chinois depuis 2013, mais cette aide a été versée par l'entremise d'organismes multilatéraux comme la Banque mondiale et des partenaires non étatiques. Quelles mesures de protection font en sorte que les fonds transférés n'appuient pas indirectement des organes ou des entités étatiques visés par des sanctions canadiennes?

L'hon. Randeep Sarai: Je ne pense pas qu'il y ait de sanctions à cet égard, mais il s'agit surtout de banques multilatérales de développement. Ce sont aussi des contributions qui sont... le Fonds vert pour le climat. Les secteurs sur lesquels ils travaillent sont ceux de l'énergie, du transport, du stockage de l'énergie et de la protection de l'environnement. Ce sont les deux domaines que certaines de ces banques multilatérales de développement ont financés, y compris dans des pays comme la Chine.

Je pense que la part du Canada avec les banques multilatérales... est d'environ 12,1 millions de dollars.

Lianne Rood: Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Mona Fortier.

Vous avez cinq minutes.

[Français]

L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.): Merci, monsieur le secrétaire d'État, d'être avec nous aujourd'hui.

Dans le cadre de l'exercice que vous allez faire, plutôt que de nous donner un aperçu de la contribution du gouvernement depuis 2015, si ce n'est pas trop vous demander, j'aimerais plutôt que vous preniez l'année 2005 comme point de départ, puisque le gouvernement Harper a également fait des investissements de ce côté-là. Cela va nous permettre de faire une analyse comparative intéressante.

On sait très bien que le gouvernement investit des milliards de dollars dans l'aide internationale et que nous avons le rôle concret de travailler avec les organisations non gouvernementales, les ONG, qui font un travail important sur le terrain.

Je reprends un peu les questions de mon collègue M. Brunelle-Duceppe, mais, dans ma circonscription, Ottawa—Vanier—Gloucester, il y a plusieurs sièges sociaux d'ONG, que ce soit Coopération Canada, Oxfam Canada ou Cuso International. Si je les nommais toutes, nous serions ici toute la journée.

Comment allons-nous continuer de collaborer avec ces ONG dans le cadre de la modernisation du rôle du Canada dont vous parlez?

[Traduction]

L'hon. Randeep Sarai: Bien sûr. Je dirais toujours que c'est un dossier non partisan. C'est un dossier de développement, d'aide humanitaire. J'ai parlé à tous mes homologues et porte-parole, et tout le monde convient que nous devrions tous nous attarder à améliorer la vie de ceux qui sont le plus dans le besoin. Ce n'est pas un dossier de nature partisane. Cela dit, nous devons toujours respecter la reddition de comptes et d'autres questions. C'est là que le Parlement joue un rôle important.

Nous travaillons beaucoup avec les petites ONG ou les ONG canadiennes. Nous leur versons un financement important. On m'a dit que la reddition de comptes est parfois un peu difficile pour les petites organisations, mais je dirais qu'environ 25 % du financement leur est destiné. Nous aimerions offrir du financement à un plus grand nombre d'ONG canadiennes. Parfois, les organisations multilatérales obtiennent plus de financement simplement parce qu'elles ont l'infrastructure nécessaire sur le terrain. Elles sont en mesure de réagir beaucoup plus facilement et rapidement. Si je peux parler franchement, le Canada en a plus pour son argent, parce que ces organisations multilatérales ont la capacité d'être sur le terrain; elles ont déjà l'infrastructure en place. Il est plus difficile de s'installer dans un nouvel endroit du jour au lendemain.

Le Canada possède de nombreux programmes. Au Québec, Desjardins est l'une des formidables organisations mondiales qui travaillent beaucoup avec les ONG. J'ai vu ce qu'elle a accompli en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine. Elle fait un excellent travail et continuera de trouver d'autres moyens d'obtenir une participation canadienne accrue.

• (1135)

[Français]

L'hon. Mona Fortier: Justement, la Fédération des caisses Desjardins du Québec célébrait 125 ans de travail au pays et partout au monde. Je suis contente que vous fassiez mention de Desjardins.

Nous parlions d'ONG, mais parlons un peu du secteur privé. Vous parliez du fait que le secteur privé pourra et devrait davantage avoir un rôle à jouer dans l'approche que le Canada va adopter.

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets de ce qui se passe présentement et qui compte pour beaucoup dans l'atteinte de nos objectifs et de nos priorités?

[Traduction]

L'hon. Randeep Sarai: Il s'agit d'une priorité au sein du G7, pour les dirigeants eux-mêmes. Le premier ministre Carney a consacré 391 millions de dollars à un financement novateur afin de catalyser les capitaux privés vers la croissance économique. Un autre montant de 50 millions de dollars a été accordé à un programme appelé SCALED, pour éliminer les obstacles auxquels le secteur privé faisait face en matière d'investissement dans les pays en développement. Il vise à simplifier et à uniformiser les structures de financement mixte afin que nous puissions atteindre nos objectifs de développement durable et que les banques de développement international disposent des outils et des moyens dont elles ont besoin.

Lorsque j'ai tenu la réunion des ministres responsables du développement du G7, nous avons organisé une réception. On s'attendait à ce que 50 représentants et participants de ces fonds se présentent. Plus de 100 personnes sont venues, plus précisément 115. Il y avait notamment des représentants de groupes philanthropiques comme les fondations Rockefeller et Ford, de grands gestionnaires d'actifs comme BlackRock, Brookfield et Macquarie, ainsi que les représentants de banques d'État et de fonds de développement d'État comme la Austrian Development Bank, la Qatar Development Bank et bien d'autres. Ils avaient très envie de donner et d'investir. Ils recherchent habituellement la stabilité en ce qui concerne la monnaie, la gouvernance, et la façon dont ils obtiennent leur argent. Ils veulent aussi savoir s'il y a des garanties.

Bon nombre de ces fondations, plus précisément, sont également prêtes à accorder du financement à des conditions favorables. Nous devons toutefois leur donner les fondements pour cela, et c'est ainsi qu'une petite contribution peut changer beaucoup de choses. Si nous finançons une banque en fonction de ses réserves, ou si nous lui donnons les structures nécessaires pour s'enregistrer ou faire du financement mixte — lorsque les sociétés privées gardent leur argent un peu plus en sécurité et que nous assumons le risque —, elle est plus que disposée à participer. Cela a changé la donne.

[Français]

L'hon. Mona Fortier: Merci beaucoup.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

[Français]

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous disposez de deux minutes et demie.

Alexis Brunelle-Duceppe: Au cours des deux dernières années, j'ai eu la chance de participer à des missions au Cameroun, au Kenya et au Rwanda. Les ONG et plusieurs groupes de défense des droits qui sont présents en Afrique disent sentir un désengagement de la part du Canada. Ce sont les gens sur le terrain qui parlent.

Comme la nature a horreur du vide, on constate une présence de plus en plus importante de la Chine et de la Russie sur le continent africain. Ces pays occupent une place qui a été laissée de côté.

La réponse du gouvernement a été la Stratégie du Canada pour l'Afrique, qui a été déposée quelques jours avant l'élection. Selon plusieurs, il s'agit d'une stratégie bâclée qui tient sur à peine 18 pages et qui n'est pas sérieuse comparativement au problème existant.

Avez-vous dans vos cartons une stratégie plus efficace pour que le Canada revienne sur le terrain en Afrique et aide ces organisations à ne plus sentir le désengagement du Canada? C'est un souverainiste québécois qui vous parle.

● (1140)

[Traduction]

L'hon. Randeep Sarai: Écoutez, je pense que l'Afrique est l'un des plus grands bénéficiaires, sinon le plus grand bénéficiaire, de notre aide au développement. Plus de 3,2 milliards de dollars, soit 44 % de notre aide publique au développement, sont versés à l'Afrique. C'est donc un important bénéficiaire.

Lorsque vous parlez d'un vide, je pense que, s'il y en a un, c'est probablement celui qu'a laissé USAID. Le fait que les États-Unis cessent de contribuer à l'aide au développement, alors que des pays comme la Chine et d'autres sont...

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Pardon, monsieur le secrétaire d'État, mais les gens me l'ont dit. Je ne l'invente pas. Je ne sors pas ça d'un sac. J'ai rencontré plusieurs organisations sur le terrain qui m'ont dit qu'il y a déjà eu une plus grande présence canadienne dans les pays que j'ai visités. Quand je parle à des ambassadeurs et à des ambassadrices sur le continent, on me dit la même chose. Je n'invente donc rien.

Si on veut régler un problème, il faut d'abord concevoir qu'il existe. Moi, je veux collaborer avec le gouvernement s'il a une réelle intention de reprendre cette place sur le terrain.

Ce que je comprends de votre intervention, c'est que vous ne trouvez pas qu'il c'est un problème. Vous n'avez donc rien prévu pour vous attaquer à ce problème puisque vous dites qu'il n'y en a pas.

Ai-je bien compris?

[Traduction]

L'hon. Randeep Sarai: Le Canada ne peut pas, à lui seul, combler le vide laissé par les États-Unis ou d'autres pays qui se sont retirés. C'est un énorme bassin. On parle de 60 à 80 milliards de dollars, ce qui représente 25 à 30 % de l'aide. Ce n'est pas quelque chose que le Canada peut faire seul, mais c'est là que le financement privé et le financement mixte entrent en jeu. Avec d'autres, nous pourrions faire ce travail.

J'ai également rencontré le commissaire de l'Union africaine à l'Union africaine. Ils ont maintenant reconnu qu'ils devaient construire eux-mêmes certaines de leurs structures, surtout dans le domaine de la santé, afin de ne pas dépendre de cela. Lors de mes deux premiers voyages en Afrique — au Ghana, en Tanzanie, en Éthiopie et en Afrique du Sud —, j'ai pu constater l'apport de nos programmes. Je pense qu'ils sont très solides.

Là encore, je pense que c'est au fruit que l'on juge l'arbre: 44 % de notre aide publique au développement est destinée à l'Afrique. Nous essayons de travailler davantage avec les pays africains, car ils possèdent 30 % des minéraux critiques du monde, 60 % de

l'énergie solaire et 25 % de la biodiversité. Nous continuerons donc de collaborer avec eux.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Rood.

Vous avez cinq minutes.

Lianne Rood: Merci, monsieur le président.

Monsieur le secrétaire, vous avez dit que rien n'était versé à l'État chinois, mais Affaires mondiales a octroyé 1,1 million de dollars en subventions à des universités et à des collèges chinois. Évidemment, les collèges et les universités sont liés à l'État, et j'ai beau essayer, mais je ne comprends pas pourquoi nous leur donnons de l'argent qui devrait plutôt aller aux démunis, aux personnes qui vivent dans la pauvreté. En Chine, seuls les membres des familles les plus nanties ont les moyens d'aller à l'école.

Je me demandais si vous pouviez transmettre au Comité une liste des établissements et des programmes qui reçoivent les fonds et les mesures qui ont été prises pour éviter que des fonds canadiens soient employés à mauvais escient. Voudriez-vous aussi préciser s'il existe des contrôles pour vérifier que ces fonds ne contribuent pas aux activités d'oppression de l'État chinois dans les établissements d'enseignement?

L'hon. Randeep Sarai: Je vais laisser au sous-ministre le soin de répondre aux questions sur ce sujet en particulier.

Christopher MacLennan (sous-ministre du Développement international, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Je n'ai pas sous les yeux ces informations en particulier, mais je pourrais certainement les transmettre plus tard au Comité. Sauf erreur, on a dit tout à l'heure que du soutien avait été versé au cours des 20 dernières années à... Je suppose que les fonds étaient alloués à des échanges étudiants, probablement par l'entremise du CRDI. Nous pourrions fournir ces informations au Comité.

Lianne Rood: Merci beaucoup. Nous vous serions reconnaissants de fournir ces informations au Comité.

Monsieur le secrétaire, allez-vous suspendre tous les nouveaux versements à des destinataires chinois et à d'autres acteurs étatiques hostiles tant qu'un examen des risques complet et un audit public ne seront pas réalisés? Allez-vous assortir au versement d'aide humanitaire des conditions telles que des vérifications additionnelles des partenaires, des politiques de transparence et de divulgation concernant les droits de la personne, un pouvoir discrétionnaire ainsi que des protections de la propriété intellectuelle?

L'hon. Randeep Sarai: Le versement et l'examen des subventions par Affaires mondiales Canada sont soumis à un processus très rigoureux de vérification des programmes en question. Puisque les critères à respecter sont stricts, je suis convaincu que des conditions sont déjà en place.

Je vais continuer à m'assurer que le financement versé ne sert pas à bafouer les droits de la personne, à enfreindre les lois canadiennes sur la propriété intellectuelle ou à faire quoi que ce soit qui menace les intérêts ou l'existence du Canada.

● (1145)

Lianne Rood: Merci.

Monsieur le secrétaire, l'enveloppe de 645 millions de dollars allouée aux programmes internationaux du Canada en matière de financement de l'action climatique et de la biodiversité arrivera à échéance le 31 mars 2026. Vous engagez-vous à demander au gouvernement de se conformer au principe de responsabilité financière en accordant la priorité aux Canadiens et en ne renouvelant pas le programme?

L'hon. Randeep Sarai: Nous suivons les indications du budget qui sera déposé le 4 novembre. Un examen complet des dépenses a lieu en ce moment.

Le Canada a pris un engagement fort envers le climat et la biodiversité. Je n'entrevois vraiment pas de renoncement de notre part, mais il y aura toujours des examens et des modifications aux programmes selon leur efficacité et leur pertinence au fil du temps et selon les priorités établies. Nous consultons toujours les Canadiens pour nous assurer que leurs voix sont entendues et que les programmes concordent avec leurs valeurs et leurs intérêts.

Lianne Rood: Merci.

L'enveloppe de 15,5 millions de dollars du plan d'action sur les changements climatiques pour la résilience selon le sexe arrivera à échéance le 30 novembre 2025. Vous engagez-vous à demander au gouvernement de se conformer au principe de responsabilité financière en accordant la priorité aux Canadiens et en ne renouvelant pas le programme?

L'hon. Randeep Sarai: Comme je l'ai dit, je vais examiner tous les programmes qui doivent être examinés. Nous allons continuer à évaluer les demandes de financement de programmes selon leur pertinence, leur efficacité et les résultats obtenus. Nos décisions s'appuieront sur cette évaluation.

Lianne Rood: Selon quels critères le ministère considère-t-il qu'un pays est hostile ou qu'il comporte des risques élevés pour l'aide humanitaire canadienne? Hormis la Chine, quels autres États tombent dans cette catégorie? Comment la diligence raisonnable est-elle appliquée pour déterminer si le financement est inapproprié ou non?

L'hon. Randeep Sarai: Le meilleur exemple est sans doute l'Afghanistan, dont le gouvernement véhicule des valeurs auxquelles le Canada n'adhère pas. En fait, nous ne partageons pas toutes les valeurs de bon nombre de pays en développement auxquels nous fournissons de l'aide humanitaire. Notre objectif est de favoriser certaines valeurs en contribuant à mettre en place, par exemple, des institutions démocratiques, des programmes axés sur l'égalité entre les sexes et les droits des femmes ou de meilleurs systèmes d'éducation.

Nos nombreuses initiatives de financement aident plus de 100 millions d'étudiants dans le monde.

Lianne Rood: Merci de votre réponse. J'ai une dernière question.

Quels sont les mécanismes de récupération des fonds dans le cas des projets qui ne respectent pas les critères relatifs à la transparence ou aux droits de la personne? Du financement a-t-il été récupéré, suspendu ou transféré dans un autre programme depuis 2015? Quels étaient les pays concernés et la finalité des fonds?

Le président: Donnez une réponse très brève s'il vous plaît.

L'hon. Randeep Sarai: Le processus est très rigoureux. Je vais laisser le ministère répondre à ces questions. Nous pourrions peut-être transmettre les réponses au Comité.

Lianne Rood: Je vous en serais reconnaissante.

Le président: Merci.

Nous passons à M. Oliphant. Vous avez cinq minutes.

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Merci à vous, monsieur le secrétaire d'État, et à votre équipe pour le travail que vous accomplissez au nom des Canadiens.

Je surveille l'ouragan *Melissa*, qui touchera terre momentanément, sans doute à un niveau 5, et qui touchera la Jamaïque et probablement Haïti et Cuba. Je suis heureux d'apprendre que vous suivez la situation, et j'espère que la réponse du Canada sera forte pour la prochaine phase.

Je veux toutefois discuter davantage des catastrophes d'origine humaine que des catastrophes d'origine naturelle.

J'ai rencontré la semaine dernière la présidente du Comité international de la Croix-Rouge. Nous avons parlé du mépris flagrant affiché par certains pays envers les règles de la guerre et le droit international humanitaire, de la violation par certains États de ces lois, ainsi que des conséquences de tout cela.

En Russie et en Ukraine et apparemment en Israël, en Palestine et à Gaza, la situation est désastreuse. La primauté du droit prévue dans les Conventions de Genève et dans d'autres textes du droit international humanitaire est bafouée, et nous devons payer la note.

Vous et votre ministère vous préparez-vous à prendre un engagement envers le respect du droit international pour que les Canadiens n'aient pas à payer ultérieurement pour les catastrophes d'origine humaine causées par des gens qui ont enfreint le droit international humanitaire?

L'hon. Randeep Sarai: C'est une excellente question, monsieur le secrétaire parlementaire.

Nous connaissons les effets de la guerre et de la violation de bon nombre de lois internationales en Ukraine par la Russie et à Gaza par Israël. L'application du droit international ou les mesures à prendre concernant ces affaires sont du ressort de la ministre Anand. Je suis responsable de mon côté des aspects liés au développement international et à l'aide humanitaire.

Je suis entièrement d'accord avec vous, particulièrement à propos de Gaza. La situation est catastrophique. La prestation de l'aide a été horrible. Les rapports quotidiens sur les pertes de vies humaines, que vous avez probablement vus, font état chaque matin de 20 à 30 morts. Ces images donnent froid dans le dos. Des personnes meurent. Elles ne font que chercher de l'aide, et on leur tire dessus.

L'accessibilité a considérablement diminué. Il y avait auparavant 400 points où il était possible d'obtenir de l'aide, tandis qu'il n'y en plus que 4 aujourd'hui. Imaginez une population de plus de deux millions aller chercher de l'aide à seulement quatre points de distribution. C'est 500 000 personnes à chaque point. Ce n'est ni efficace ni acceptable. Ce qu'on observe viole toutes les normes internationales.

Il faut en faire plus pour éviter cela. Cette situation est un exemple frappant de famine et de crise humanitaire qui auraient vraiment pu être évitées. Je pense que la ministre Anand, de concert avec ses homologues à l'échelle internationale, ont travaillé avec acharnement pour éviter cela, mais aussi pour sanctionner de nombreux individus et instaurer des sanctions contre les responsables, et pour sommer ces individus de respecter le droit international.

Le premier ministre s'est aussi exprimé très clairement sur le rôle de la Cour pénale internationale et de la communauté internationale.

• (1150)

L'hon. Robert Oliphant: Je suis partisan de toute action que nous pouvons mener a priori pour éviter d'avoir à gérer des crises plus tard. Nous devrions tous travailler en ce sens.

Le deuxième point que je veux soulever est justement la nécessité d'agir en amont. Je tiens à mentionner le rôle du Centre de recherches pour le développement international, le CRDI, qui est à mon avis un organisme réputé de calibre international dont les études nous permettent de diriger l'aide du Canada aux endroits les plus appropriés. Le CRDI développe des capacités de recherche dans le monde entier.

Je veux m'assurer que le CRDI ne sera pas mis de côté lors des discussions sur le budget parce que cet organisme fournit les outils nécessaires pour agir en amont afin de tuer dans l'œuf les problèmes potentiels.

Avez-vous des commentaires à formuler?

L'hon. Randeep Sarai: Je l'appelle notre arme secrète. Le CRDI est un des meilleurs investissements au Canada. Il fait du travail formidable comme la création de pommes de terre résistantes aux changements climatiques aux Philippines, ce qui augmente le rendement des récoltes, mais permet aussi aux enfants d'aller à l'école. Des familles qui ne pouvaient pas subvenir à leurs besoins alimentaires obtiennent des récoltes plus abondantes grâce au travail du CRDI en agriculture.

Le CRDI maintiendra le soutien nécessaire. Il fait partie des organismes phares au Canada.

L'hon. Robert Oliphant: Mon temps est écoulé.

Le président: C'est exact.

L'hon. Robert Oliphant: Le temps passe vite lorsqu'on s'amuse.

Le président: Merci.

Nous entamons notre dernière série de questions. Ce sera une série de questions éclair. Trois députés disposeront de trois minutes chacun. Mme Kronis va commencer.

Vous avez trois minutes.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Merci beaucoup d'être ici aujourd'hui.

Vous avez mentionné une réorientation vers des programmes mutuellement avantageux — qui nous en donneront pour notre argent, comme vous le disiez — afin d'obtenir un rendement du capital investi. Vous avez aussi parlé par exemple d'investir dans des programmes pour le riz au Vietnam qui feraient baisser les prix du riz au Canada.

Comment mesurez-vous le rendement de ces initiatives?

L'hon. Randeep Sarai: Dans le domaine du développement international, le rendement se mesure à long terme. Il faut inclure les moyens que nous prenons pour soutenir un pays avec lequel nous avons de bonnes relations ou avec lequel nous voulons améliorer nos relations. Le Vietnam est un pays de la région indo-pacifique avec lequel nous voulons resserrer nos liens. Ce marché émergent en croissance est pour le Canada un partenaire commercial important et qui devrait gagner encore plus en importance.

Nous pratiquons une diplomatie douce. En aidant à développer les procédés agricoles, le système d'éducation et les programmes pour les femmes et les filles, nous affermissons les relations qui soutiennent un approvisionnement solide de produits agricoles dans les deux sens.

Nous constatons une augmentation de nos échanges commerciaux avec le Vietnam dans le cadre du programme sur lequel vous aviez des questions...

Tamara Kronis: Merci de votre réponse, mais vous avez parlé de rendement sur le capital investi et d'optimisation des ressources, et je me demande comment cela se traduit sur le plan structurel.

Le ministère réalise-t-il des analyses de régression? Des documents sont-ils publiés que les Canadiens peuvent consulter pour voir dans quelle mesure ces initiatives influent sur les prix, ou doit-on se fier à vos impressions et à des prévisions fondées sur des vœux pieux? Est-ce un programme impressionniste, ou existe-t-il des données tangibles que les Canadiens peuvent consulter pour constater la rentabilisation dont vous parlez?

L'hon. Randeep Sarai: C'est parfaitement faisable. Des données démontreront une augmentation des relations commerciales et des échanges commerciaux. Elles vous permettront aussi de constater une augmentation du développement fait par le Canada...

Tamara Kronis: Comment et où verrons-nous cette augmentation?

• (1155)

L'hon. Randeep Sarai: Je vous encourage vivement à le faire. Je pense que le Canada entretient des relations commerciales avec ces pays. Vous êtes parfaitement libre de vérifier. Vous constaterez une augmentation constante des endroits où nous avons alloué des dollars aux activités de développement. Là où les efforts n'ont pas été efficaces, nous sommes en mesure de...

Tamara Kronis: Comme notre temps est limité, je dois vous interrompre, car j'aurais une autre question.

Vous voudriez accroître la contribution des capitaux privés, et vous avez parlé d'un fonds d'environ 391 millions de dollars. Vous avez mentionné la Fondation Rockefeller, et j'ai remarqué que vous aviez aussi inclus BlackRock dans la liste.

Pourriez-vous préciser quelle portion du fonds de 391 millions de dollars du gouvernement canadien tombera entre les mains de sociétés privées en vue de renforcer le développement international fondé sur des impressions?

Le président: Donnez une réponse courte s'il vous plaît.

L'hon. Randeep Sarai: Ce n'est pas une aide fondée sur des impressions; c'est un soutien aux banques. Pas un sou n'atterrira dans des sociétés privées. L'argent est versé aux banques internationales de développement comme la Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement.

Tamara Kronis: Vous oubliez BlackRock.

L'hon. Randeep Sarai: Non. BlackRock contribuerait à un programme. Ce n'est pas encore fait, mais ils ont hâte de savoir comment ils peuvent participer.

Prenons un port dont la construction serait financée par la Banque de développement des Caraïbes. Le Canada contribuerait à la structure du financement, et les capitaux privés, au programme de prêts consentis au port par la Banque africaine de développement ou la Banque de développement des Caraïbes.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons à M. Blair.

Vous avez trois minutes.

L'hon. Bill Blair (Scarborough-Sud-Ouest, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Bienvenue au Comité, monsieur le secrétaire d'État. C'est un plaisir de vous voir. Je connais très bien tout le travail que vous faites comme député au Parlement et dans votre circonscription depuis bon nombre d'années. Vous êtes parfaitement outillé pour réussir dans vos nouvelles fonctions.

J'aimerais parler de la nouvelle priorité que vous avez mise de l'avant sur la prospérité économique mutuelle et la facilitation du commerce. Pendant longtemps, notre ligne d'approche n'a peut-être pas été aussi transactionnelle que celle de pays comme la Chine et les États-Unis.

Ce serait utile d'examiner comment nos contributions importantes dans la filière du développement international peuvent faciliter le commerce. Par exemple, l'an dernier, le Canada a consenti des prêts avoisinant les 2 milliards de dollars à l'Ukraine pour l'aider à stabiliser son économie. En ce moment même, le premier ministre tient des conversations en Asie du Sud-Est avec les pays de l'ANASE entre autres.

Selon vous, comment pourrions-nous rentabiliser nos contributions importantes à l'aide humanitaire et renforcer, en parallèle, nos relations commerciales avec ces pays en développement?

L'hon. Randeep Sarai: Oui, bien sûr. Je pense qu'il existe de nombreuses façons d'y parvenir. Je vais vous donner des exemples simples de ce que j'ai pu observer. Prenons une région productrice de café en Éthiopie ou dans un autre pays où les Canadiens achètent du café. Si nous pouvons aider les agriculteurs à augmenter leurs rendements grâce au dessouchage ou à l'élagage — on parle de dessouchage là-bas —, si nous les aidons avec des puits, des puits alimentés à l'énergie solaire, par exemple, et si nous aidons les femmes et les filles de cette région, alors nous assurons à nos entreprises de café une chaîne d'approvisionnement sûre, durable et résiliente, de sorte qu'elles n'aient pas à s'inquiéter de l'instabilité dans ces régions. Lorsque les gens décideront à quels pays fournir leur café, ils seront plus enclins à approvisionner des pays comme le Canada, car il les aura aidés à cet égard.

Un autre exemple est lié à mon voyage en Tanzanie. Barrick Mining est le plus gros contribuable du pays. Si nous voulons appuyer le développement dans une région où se déroulent des activités d'extraction et d'exploitation minière, Barrick et d'autres entreprises du secteur des ressources contribueront également au développement, car elles voudront ce qu'il y a de mieux. Si nous proposons une formation professionnelle aux femmes et aux filles, par exemple, en conduite de matériel lourd, les entreprises disposeront d'un bassin stable de main-d'œuvre qualifiée pouvant travailler dans leurs usines et elles n'auront pas à faire venir des travailleurs d'ailleurs. C'est le genre de choses pour lesquelles nous pouvons coordonner les activités de développement.

De même, je parlerais enfin des infrastructures. De nombreuses entreprises canadiennes sont d'excellents acteurs du développement des infrastructures partout dans le monde. Si nous pouvons effectuer une partie des travaux préliminaires de recherche pour, par exemple, un projet de train, de ligne de métro ou de corridor routier visant à appuyer les chaînes d'approvisionnement ou à faciliter le

déplacement des gens, nous serons en position de force lorsque nous soumettrons nos offres pour ces infrastructures, pour la construction d'un métro, d'une route ou d'un wagon. Nous serons mieux à même de nous positionner sur le marché.

Voilà des exemples de la manière dont j'essaie d'améliorer nos relations commerciales dans le cadre du travail que nous faisons au chapitre du développement.

• (1200)

Le président: Merci beaucoup.

C'est maintenant au tour du député Brunelle-Duceppe.

[Français]

Vous disposez de trois minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Monsieur le secrétaire d'État, nous sommes tous en faveur de l'inclusion et de la diversité, et nous sommes d'accord que c'est l'argent des Québécois et des Canadiens qui finance l'aide internationale lorsque vous participez à des programmes.

Récemment, on a créé un programme intitulé « Activités de déminage tenant compte des sexospécificités pour un avenir durable en Ukraine », qui comprenait aussi « la création d'un groupe de travail sur l'égalité des sexes et la diversité afin de promouvoir une action antimine transformatrice en matière de genre en Ukraine. » C'est probablement le programme le plus représentatif de Justin Trudeau qui ait jamais été créé.

J'aimerais qu'on m'explique ce qu'est une activité de déminage qui tient compte des sexospécificités.

[Traduction]

L'hon. Randeep Sarai: Je sais que la question de l'égalité des sexes tient particulièrement à cœur au Bloc québécois et je suis ravi que vous me posiez cette question.

Je n'ai pas les détails de ce programme, mais j'ai rencontré certaines des entreprises et ONG qui travaillent au déminage. Elles ont constaté que les femmes qui y participent ont alors plus de moyens d'agir et qu'elles sont beaucoup plus efficaces. Si nous sommes en mesure de former des femmes et de leur donner les moyens d'agir dans des domaines où elles ne sont pas habituellement présentes, c'est tant mieux.

Je ne sais pas si vous parlez de l'action antimines ou du déminage au sens du déminage des bombes, ou si vous parlez de l'exploitation minière. À cet égard également, cela devient un secteur d'emploi exclusivement masculin si nous ne pouvons pas donner aux femmes les moyens d'agir...

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur le secrétaire d'État, le but de déminer un terrain ne devrait-il pas se limiter à cela? Ce qu'on veut, c'est que les gens ne meurent pas. Je ne vois pas en quoi un critère de sexospécificité peut améliorer un programme que nos impôts financent. Je pense que les Ukrainiens et les Ukrainiennes, hommes ou femmes, veulent simplement éviter que des personnes explosent en marchant sur une mine.

Je veux simplement attirer votre attention sur ce genre de programme. Allez-vous continuer de mettre en place de tels programmes dans le cadre de vos nouvelles fonctions, ou va-t-on changer un peu la vision du ministère?

[Traduction]

L'hon. Randeep Sarai: Nous devons garder à l'esprit qu'en Ukraine, les hommes sont partis à la guerre. Il manque cruellement de main-d'œuvre masculine pour accomplir bon nombre de ces tâches. Si nous pouvons aider les femmes qui vivent là-bas à acquérir ces compétences... À cet égard, j'ai rencontré les organisations qui mènent ces activités. Elles m'ont dit que les femmes faisaient un meilleur travail de déminage, que leur nature fait qu'elles travaillent de façon beaucoup plus efficace. De plus, elles sont dans une meilleure situation lorsqu'elles rentrent chez elles. Elles sont respectées par leurs pairs. On atteint donc deux objectifs à la fois. Le déminage a lieu et on attire davantage de personnes dans ce domaine, ce qui ne serait pas le cas autrement. Si cela contribue également à améliorer l'égalité entre les sexes et l'égalité en matière d'emploi dans leur région, je pense que tout le monde y gagne.

Le président: Merci beaucoup.

Merci d'avoir comparu devant le Comité, monsieur le ministre. Merci également aux fonctionnaires. Voilà qui conclut la première partie de notre réunion. La séance est suspendue.

• (1200) _____ (Pause)

• (1205)

Le président: Nous reprenons, chers collègues.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 23 septembre 2025, le Comité reprend son étude sur la situation en Haïti et la réponse du Canada.

[Français]

J'accueille maintenant le témoin qui sera des nôtres au cours de la deuxième heure de la réunion. Il s'agit de Son Excellence Anthony Dessources, qui est l'ambassadeur de la République d'Haïti au Canada.

Monsieur Dessources, je vous souhaite la bienvenue.

Vous disposez de cinq minutes pour présenter votre déclaration d'ouverture. Nous passerons ensuite à la période des questions avec les membres du Comité.

• (1210)

S.E. M. Anthony Dessources (ambassadeur de la République d'Haïti au Canada, Ambassade de la République d'Haïti): Bonjour à vous tous, chers membres du Comité.

Je vous remercie infiniment de me recevoir dans cette grande assemblée et de m'avoir invité à témoigner devant ce comité dans le cadre de l'étude sur la situation en Haïti et la réponse du Canada.

Je m'appelle Anthony Dessources, nouvel ambassadeur de la République d'Haïti au Canada, qui a présenté ses lettres de créance à la gouverneure générale, Son Excellence la très honorable Mary Simon, le 24 septembre dernier.

Après avoir consulté les autorités de mon pays, je suis en mesure de répondre à l'invitation que vous m'avez faite la semaine dernière, soit le mardi 21 octobre 2025, et que nous avons dû reporter à ce jour. J'estime aussi important de vous exprimer, au nom du gouvernement haïtien, ma gratitude pour l'appui indéfectible de votre pays à Haïti dans différents domaines de coopération et l'hospitalité bienveillante faite à la communauté haïtienne au Canada.

J'insiste particulièrement sur l'implication du Canada, ces dernières années, dans la crise sociopolitique récurrente haïtienne afin qu'on finisse par trouver une issue démocratique et durable. Parallèlement à cela, je dois saisir cette occasion pour reconnaître à sa juste valeur les efforts de la communauté internationale pour venir en aide à Haïti.

Haïti, qui fut reconnue dans les années antérieures comme la perle des Antilles, se trouve actuellement dans une situation insupportable qui rend extrêmement difficile la vie de la majorité des Haïtiens. Il s'agit d'une crise multidimensionnelle dont la gestion reste assez difficile pour les autorités haïtiennes.

En premier lieu, la situation sécuritaire reste assez difficile à résoudre. En effet, en dépit des efforts déployés par le gouvernement haïtien avec la présence de la Mission multinationale d'appui à la sécurité, ou MMAS, conduite par le Kenya, les bandits et les gangs criminels n'ont pas cessé d'étendre leur présence dans la capitale haïtienne et même dans d'autres parties du territoire, telles que dans le département de l'Artibonite, ainsi que la ville de Mirebalais et la commune Lascahobas, toutes deux situées dans le département du Plateau central, soit des zones importantes pour la survie d'une bonne partie de la population.

Naturellement, une telle situation a provoqué des conséquences humanitaires catastrophiques que le gouvernement d'Haïti a eu du mal à gérer jusqu'à présent. Il s'agit notamment des déplacements en masse d'une bonne partie de la population. En effet, 1,4 million de déplacés internes se trouvent dans l'obligation d'abandonner leur maison pour s'installer sur des sites d'accueil qui n'ont pas assez de places pour les accueillir.

Cela dit, le plus grave, dans cette situation intenable, c'est la souffrance infligée aux jeunes filles en raison des violences sexuelles que leur font subir les membres des gangs.

Il faut quand même souligner que cette situation ne date pas d'hier et qu'elle a pris de l'ampleur depuis 2021, à la suite de l'assassinat du président Jovenel Moïse. Cet événement est en grande partie responsable de cette violence qui règne dans plusieurs zones du pays.

Mesdames et messieurs, essayez d'imaginer un instant le Canada sans gouverneur général, sans premier ministre et sans député pendant cinq ans. Le pays devrait alors chercher à fonctionner avec un gouvernement provisoire sans la nomination de ces personnes que seul le peuple a le pouvoir de choisir, d'élire. Alors, vous pourriez mieux comprendre la situation dans laquelle se trouve Haïti, en dépit des efforts entrepris par le Conseil présidentiel de transition, ou CPT, pour remettre Haïti sur les rails.

Aussi, nous pensons qu'en plus de l'assistance que nos compatriotes d'ici apportent à leurs frères et sœurs d'Haïti, il est indéniable que sans l'appui de certains pays amis, le Canada en particulier, la situation actuelle ne ferait qu'empirer.

• (1215)

En tant que nouvel ambassadeur, je profite donc de cette occasion qui m'est offerte pour lancer un appel solennel au gouvernement canadien et aux organisations non gouvernementales afin de leur demander de renforcer leur assistance au peuple d'Haïti, ce peuple dont les ancêtres ont été les sauveurs de certaines nations tout au long du XIX^e siècle. Cette assistance devrait se concentrer sur la sécurité, soit le renforcement de la police nationale, sur l'aide humanitaire, bien sûr, sur le développement économique et sur l'appui à apporter au gouvernement de transition.

Il faut noter aussi la décision prise par l'Organisation des Nations unies d'approuver la création d'une nouvelle force de sécurité pouvant aider la police nationale à combattre les gangs, soit la Force de répression des gangs, ou FRG, qui vient de prendre officiellement la place de la MMAS en Haïti pour une période de 12 mois. Par ailleurs, tous les anciens membres de la MMAS ont été engagés dans la FRG. C'est aussi dans le cadre de cette réorganisation que les Nations unies ont créé le Bureau d'appui des Nations unies en Haïti, ou BANUH, qui ne sera opérationnel que dans six mois pour soutenir la transition.

De son côté, le Conseil présidentiel de transition a engagé des pourparlers avec différents acteurs de la vie politique et d'autres entités afin de trouver la bonne formule pour affronter l'échéance du 7 février prochain, au cas où il n'y aurait pas d'élection. Il s'agira de faire l'un des choix suivants: premièrement, maintenir le CPT en place; deuxièmement, maintenir l'existence du CPT avec quatre membres; troisièmement, annuler le CPT; quatrièmement, choisir un citoyen haïtien bien connu et aimé par la population.

En fin de compte, il serait vraiment dommage que la gouvernance politique actuelle n'arrive pas à matérialiser ses engagements majeurs. On devra, en toute honnêteté, regretter que cette opportunité politique transitoire ne débouche pas sur le retour à l'ordre constitutionnel tant souhaité et vital pour la stabilité politique et l'avenir d'Haïti. Si, au cours des semaines à venir, la crédibilité de la tenue des scrutins s'avère intenable, une solution démocratique crédible devra être trouvée dans les meilleurs délais par les membres du CPT, les acteurs nationaux et les partenaires d'Haïti. Il faudra tout faire pour éviter que le pays s'enlise dans une crise sociopolitique plus profonde. Les acteurs haïtiens devront mettre de côté leurs divergences idéologiques et leurs intérêts personnels pour donner la priorité à la stabilité et à la prospérité durables de la mère patrie, notre Haïti chérie.

Je vous remercie de votre attention. Je vous prie de m'excuser si j'ai pris un peu trop de temps.

Le président: Je vous remercie de votre présentation.

Nous passons maintenant à la période de questions.

[Traduction]

C'est le député Ziad Aboultaif qui commence. Il dispose de six minutes.

[Français]

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Votre Excellence, je vous souhaite la bienvenue à notre comité ce matin.

Je suis désolé des ravages que l'ouragan Melissa a causés dans votre pays.

[Traduction]

À ce propos, le Canada s'est engagé à apporter son aide. Quels autres pays se sont mobilisés pour soutenir Haïti dans la situation causée par l'ouragan?

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: Je suis désolé, mais je n'ai pas bien entendu votre question, parce que j'avais enlevé mon oreillette.

Pouvez-vous répéter votre question, s'il vous plaît?

[Traduction]

Ziad Aboultaif: Oui.

Le Canada est prêt à apporter son aide à la suite du passage de l'ouragan. Pouvez-vous nous dire quels autres pays se sont engagés à aider Haïti?

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: Encore une fois, vous m'excusez, mais je n'ai pas bien entendu la question. Je ne sais pas si c'est parce que je n'ai pas monté le volume assez haut.

Votre question m'intéresse, alors je vous prie de la répéter une autre fois.

• (1220)

[Traduction]

Ziad Aboultaif: Puisque j'avais préparé de meilleures questions, je vais les poser, si vous le permettez.

Vous avez été nommé ambassadeur il y a 20 ans...

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Comme il y a eu un problème d'interprétation, je pense que nous pouvons redémarrer le chronomètre et que M. Aboultaif peut poser à nouveau sa question puisqu'elle intéressait M. Dessources.

Ziad Aboultaif: Merci beaucoup, mon ami.

[Traduction]

Vous avez été nommé ambassadeur au Canada il y a près de 20 ans et vous avez connu plusieurs changements de gouvernement. Comment les relations entre le Canada et Haïti ont-elles évolué au cours de ces 20 années?

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: Je vous remercie de votre question. Elle est bienvenue.

Vous apprenez peut-être aux autres députés que je suis déjà passé au Canada en tant qu'ambassadeur. C'était en 2003. Je ne suis effectivement pas resté très longtemps parce que ça ne se passait pas trop bien en Haïti. Le président Aristide avait été renversé; on m'avait rappelé, et je suis rentré au pays. Pour être honnête avec vous, je suis bien content d'être ici pour servir Haïti, mais je me sens vraiment bien quand je suis en Haïti.

J'ai passé 20 ans à servir dans mon pays. J'ai continué à travailler, même si je n'ai pas occupé de grandes fonctions comme lorsque j'étais ministre de la Planification et de la Coopération Externe, par exemple. J'ai beaucoup plus travaillé dans le monde rural parce que je suis agronome de profession. J'ai continué de rencontrer des personnes intéressées à voir Haïti sortir de cette impasse et de cette situation. J'ai aussi enseigné un peu à de jeunes Haïtiens pour leur montrer tout ce qu'il y avait à faire pour aider le pays à s'en sortir. Cela décrit pas mal ce que j'ai fait durant ces 20 années passées en Haïti, avant qu'on m'ait à nouveau nommé pour venir ici.

Cette fois-ci, j'espère rester plus longtemps, non pas pour moi, mais pour tirer le maximum possible de ma présence afin d'aider Haïti et mes frères haïtiens à sortir de l'impasse.

[Traduction]

Ziad Aboultaif: Merci.

Nous savons que la situation en Haïti a été très dure, non seulement pour votre peuple, mais aussi pour nous tous qui observons de loin ce qui se passe. La grande question restera toujours de savoir s'il existe une solution ou un moyen pour Haïti de se relever et de reconstruire le pays.

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: En effet, c'est vraiment la grande question, que vous posez là

Je pense que, oui, nous pouvons y arriver, mais il faudrait que les autorités haïtiennes, celles qui ont le pouvoir entre les mains, puissent prendre les mesures qui pourraient nous mener à sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Cependant, pour être honnête avec vous, nous ne pourrions pas y arriver seuls. Il faudrait aussi que les pays amis d'Haïti puissent nous venir en aide.

Je ne veux pas me mettre les pieds dans le plat, mais je considère le Canada comme un pays ami d'Haïti, et la façon dont vous fonctionnez avec nous est très différente de celle d'un autre pays ami, les États-Unis d'Amérique. C'est très différent, et je vous assure que, si les États-Unis fonctionnaient comme le Canada et la France, nous aurions pu avancer et résoudre certains de nos problèmes et fonctionner comme un État normal. Nous aimons cette terre, nous aimons ce pays, mais nous n'arrivons pas à avoir tout ce qu'il faut pour pouvoir fonctionner. C'est un fait.

Ce que je pourrais dire, et c'est ce qui est démontré de plus en plus... Par exemple, il est vrai que les Américains envoient de l'argent par-ci par-là, mais ce n'est pas la même chose que le Canada. Par exemple, l'ambassadeur canadien à l'ONU, Bob Rae, est allé en Haïti, il y a peu. C'était le 21 octobre, je crois. J'ai suivi sa visite, je peux dire que c'est totalement différent des Américains, qui ont peut-être beaucoup plus de moyens financiers à offrir. C'est totalement différent.

Nous sommes certains que nous allons tirer parti de l'aide supplémentaire annoncée par M. Rae, même si ce n'est pas quelque chose d'extrêmement élevé. Il a été question d'une contribution supplémentaire de 60 millions de dollars pour ajouter à ce qui était déjà là. Je vous assure que cela va permettre d'obtenir d'assez bons résultats.

Nous souhaitons que les pays amis, les États-Unis d'Amérique, la France, le Canada puissent travailler ensemble. Ce n'est pas pour flatter le Canada, mais c'est un peu différent dans son cas. Bien sûr, si les personnes responsables de conduire les affaires d'Haïti respectent les règles et les lois qui doivent nous mener, je suis certain

que nous pourrions redevenir cette perle des Antilles que nous étions à l'époque. Je vous l'assure.

● (1225)

[Traduction]

Ziad Aboultaif: Il ne me reste plus que 30 secondes. J'ai juste une brève question à l'esprit.

Pensez-vous que l'Église puisse jouer un rôle dans la résolution du problème en Haïti?

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: Vous avez mentionné l'Église. Pouvez-vous répéter la question, s'il vous plaît?

[Traduction]

Ziad Aboultaif: L'Église a-t-elle un rôle à jouer pour résoudre le problème ou la situation en Haïti?

Le président: Veuillez répondre très brièvement.

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: Excusez-moi, cela me fait sourire. Je réagis ainsi, parce que je ne sais pas comment les autres députés ici présents interpréteront mes propos.

Je suis un catholique pratiquant, je crois en Dieu. Les protestants aussi, je le vois très bien, et je ne le dis pas seulement parce que je suis catholique. Je pense que l'Église peut nous aider, mais il ne faut pas que ce soit juste pour donner... Il faut que ce soit des gens qui prennent en considération la situation de l'ensemble des Haïtiens vivant au pays.

S.E. M. Anthony Dessources: Il y a de bons catholiques, comme il y en a de mauvais. Il y a de bons protestants, comme il y a de mauvais...

Le président: Je suis désolé de vous interrompre, Votre Excellence, mais le temps de parole est écoulé.

S.E. M. Anthony Dessources: Cette question est très intéressante.

[Traduction]

Le président: Nous devons y revenir après la séance. Merci beaucoup.

C'est maintenant au tour de la députée Mona Fortier. Vous disposez de six minutes.

[Français]

L'hon. Mona Fortier: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vous remercie, monsieur l'ambassadeur, de votre présence. Je suis heureuse de faire votre connaissance et d'engager ce dialogue avec vous aujourd'hui.

Nous savons très bien qu'il y a beaucoup à faire en Haïti. Cette discussion nous permet de nous concentrer sur l'étude que nous menons présentement.

Nous avons parlé de la nouvelle force de sécurité. La ministre Anand a été très claire à ce sujet, lors de sa déclaration aux Nations unies, à New York. Comme vous l'avez mentionné plus tôt, le Canada va poursuivre son engagement à cet égard.

Que pensez-vous du rôle de leadership du Canada et de son soutien pour ce qui est de la Mission multinationale de soutien à la sécurité, la MMAS? Vous avez fait état de certains propos, mais voulez-vous ajouter des commentaires au sujet de cette nouvelle mission, dans laquelle le Canada jouera un rôle concret?

S.E. M. Anthony Dessources: Ce n'est peut-être qu'une impression personnelle mais, compte tenu de tout le soutien qu'apporte le Canada à Haïti, je pense qu'il devrait se manifester davantage dans la pratique. C'est bien de nous apporter de l'argent, cependant, il faudrait voir ce qu'on en fait sur place. Je ne dis pas que l'argent est mal utilisé ou sous-utilisé la plupart du temps, mais si celui qui le donne prenait aussi le temps de suivre l'utilisation qu'on fait de cet argent, ou si celui qui donne l'argent participait aussi à la construction de ce qu'on fait grâce à cet argent, je crois que ce serait beaucoup plus...

• (1230)

L'hon. Mona Fortier: Qu'est-ce que vous entendez au juste par « participer à la construction »?

Quelle mesure concrète le Canada devrait-il prendre, selon vous?

Comment pourrions-nous encourager d'autres États à participer à ce processus, qui est effectivement nécessaire?

Pourriez-vous nous faire part de votre façon de voir les choses?

S.E. M. Anthony Dessources: Par exemple, je crois que j'ai bénéficié du soutien du Canada.

J'ai fait mes études secondaires chez les Frères du Sacré-Cœur canadiens. D'ailleurs, il y a une école en Haïti qu'on appelle collège canado-haïtien. À cette époque-là, même s'il s'agissait de religieux, il y avait aussi d'autres personnalités qui apportaient leur appui, leur assistance. Or, ce n'est plus le cas. Vous nous donnez de l'argent, et c'est déjà quelque chose. Cependant, le manque d'accompagnement est réel, et le fait d'être accompagnés nous permettrait d'avancer beaucoup plus vite. C'est peut-être ce qui nous manque. C'est un point de vue. Ce n'est pas qu'on veuille absolument vous voir sur le terrain, mais je crois qu'on aurait tout intérêt à sentir vraiment que vous êtes présents, et non que vous donnez simplement de l'argent. Nous devons sentir que vous êtes là aussi pour faire avancer ce qui doit permettre à Haïti de se sortir de sa situation actuelle.

Par exemple, en ce qui concerne les enfants d'Haïti, on a fait des efforts pour que la majorité puisse aller à l'école. Toutefois, il n'y a pas assez d'assistance pour former les professeurs, ce qui fait que nos petits enfants n'arrivent pas à apprendre tout ce que j'ai appris. Je suis aussi issu de la petite classe haïtienne. Cependant, grâce aux frères, à ces amis venant d'ailleurs, on a pu en profiter.

Pardonnez-moi ce que je vais dire, mais on a parfois le sentiment qu'Haïti apporte beaucoup plus au Canada que le Canada apporte à Haïti. Je ne sais pas si vous comprenez ce que je veux dire. Dans la mesure où beaucoup d'Haïtiens qui quittent Haïti, qui sont des gens vraiment très bien formés et qui viennent s'établir au Canada, l'inverse pourrait se faire également. Ce serait très bon qu'on ait...

L'hon. Mona Fortier: Pardonnez-moi de vous interrompre à nouveau. Vous savez que la diaspora haïtienne est très forte dans la région de la capitale nationale ou à Montréal. Je comprends ce que vous dites, à savoir que des gens ont fait du Canada leur terre d'adoption tout en voulant continuer à soutenir leur patrie. Je pense que c'est là que vous voulez en venir.

S.E. M. Anthony Dessources: Tout à fait, madame.

L'hon. Mona Fortier: Comment peut-on s'assurer que cette force se poursuivra dans le cadre de la contribution du Canada?

J'essaie de voir quelle mesure concrète nous pourrions prendre.

S.E. M. Anthony Dessources: Je pensais avoir dit ce que j'avais à l'esprit sur ce point. C'est difficile.

Comme nous souhaitons que le problème en Haïti soit résolu d'ici quelque temps, on aimerait aussi que nos compatriotes au Canada aient la possibilité d'aller sur place. C'est vrai, le Canadien de souche n'a pas ce sentiment d'appartenance, contrairement à l'Haïtien qui est venu ici. Il serait bon que nos compatriotes aient la possibilité d'aller en Haïti, pas nécessairement pour y rester, mais parce qu'ils ont la capacité, la compétence et l'amour du pays pour aider. Malheureusement, on se trouve dans une situation qui rend cela difficile.

Le président: Merci.

[Traduction]

Nous passons maintenant au député Brunelle-Duceppe.

[Français]

Vous disposez de six minutes.

• (1235)

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Je vous remercie infiniment, monsieur l'ambassadeur. Non seulement c'est intéressant, mais ça fait du bien de vous écouter ici, au Comité.

Nous avons reçu plusieurs témoins, et il n'y a pas nécessairement de consensus, même au sein de la diaspora, sur le moyen d'arriver à une paix durable en Haïti.

Des gens ont souligné le fait que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, qui a créé la Force de répression des gangs, ou FRG, soulève des questions quant à la souveraineté d'Haïti. Certains nous disaient qu'ils y étaient favorables, d'autres y étaient défavorables.

Il n'y a pas de mauvaise réponse, alors j'aimerais connaître votre opinion.

S.E. M. Anthony Dessources: Chez nous, on se plaint souvent du fait que la situation dans laquelle nous nous trouvons vient de l'extérieur.

Je prends l'exemple de cette histoire de gangs. En Haïti, il y a de bons travailleurs, mais, selon moi, il n'y en a pas un seul qui a la possibilité ou la compétence de fabriquer des armes. Les armes viennent donc d'ailleurs. Je vous assure que nous verrions déjà des transformations dans ce pays si nous arrivions à régler cette question. Je ne dis pas qu'il n'y a que des saints en Haïti — il y a aussi des gens vraiment désagréables —, mais certaines personnes ou même certains pays amis ont des intérêts en Haïti. Malheureusement, ces pays amis laissent donc entrer des armes au pays. Je vous assure que c'est ce qui nous rend la vie difficile.

Depuis deux ans, les gangs n'ont fait que se renforcer, malgré les troupes qui entrent en Haïti, notamment celles de la Mission multinationale d'appui à la sécurité, la MMAS. Ce n'est donc pas la bonne formule. Au contraire, les pays amis qui veulent vraiment aider Haïti à régler ce problème devraient veiller à arrêter les gens qui, juste pour faire de l'argent, envoient des armes en Haïti et permettent d'en avoir à certains Haïtiens qui ne souhaitent pas voir la situation changer. Ces pays devraient nous aider en arrêtant le transport d'armes de chez eux vers Haïti.

Alexis Brunelle-Duceppe: Nous sommes absolument d'accord là-dessus. Depuis deux ans, je me tue à dire que ce sera beaucoup plus facile le jour où nous arrêterons l'entrée d'armes et de munitions sur le territoire haïtien. C'est la clé de voûte qui nous permettra d'assurer la sécurité au peuple haïtien et de recommencer à parler d'un État qui s'engagera vers un avenir démocratique et durable.

Je vous remercie de le dire. C'est bon de l'entendre.

S.E. M. Anthony Dessources: Je vous remercie. Je vous assure que ça va droit au cœur.

Alexis Brunelle-Duceppe: Il y a eu beaucoup de critiques envers la MMAS, notamment à propos d'un manque de personnel et de ressources. Certains s'inquiètent de la formation de la FRG. Des gens se demandent s'il n'y aura pas un désengagement, car le financement de la FRG se fait de façon volontaire.

Doit-on craindre qu'on soit en train de s'habituer au problème haïtien, de s'y désintéresser et, finalement, de s'en désengager?

S.E. M. Anthony Dessources: Excusez-moi de ma réaction, mais vous me donnez l'impression d'être très bien informé de ce qui se passe chez nous, et vous semblez aussi souhaiter que ce pays retrouve son fonctionnement normal. Je pourrais vous considérer comme un bon ami d'Haïti, effectivement.

Si nos pays amis, comme le Canada, veulent vraiment sortir Haïti de sa situation actuelle, ils devraient s'efforcer de nous aider à créer un environnement qui permette véritablement aux décideurs et au peuple de transformer ce milieu dans lequel ils se trouvent et qui nous permette aussi d'avoir l'esprit tranquille, sans craindre que certains pays amis qui mettent de l'argent à notre disposition, mais qui, en réalité, ne voient qu'à leurs propres affaires.

Je ne veux pas trop m'avancer et mettre les pieds dans le plat, mais si vous me demandez ce que nous cherchons à obtenir de nos pays amis pour nous sortir de cette situation, monsieur le député, je vous dirai que c'est là-dessus qu'il faut se pencher.

Comme je le disais tout à l'heure, cela fait cinq ans que nous n'avons aucune personne choisie ou élue à Haïti pour conduire les affaires du pays. C'est grave. Ce n'est pas possible.

● (1240)

Le président: Merci, Votre Excellence.

[Traduction]

C'est maintenant au tour de la députée Kramp-Neuman. Vous disposez de cinq minutes.

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Merci.

Je tiens tout d'abord à vous remercier de votre présence ici aujourd'hui et, au nom du Comité, à répéter que nous sommes préoccupés par la situation que vit votre pays, qui a été frappé par l'ouragan Melissa, et que nos prières vous accompagnent.

Selon une manchette, le Conseil de sécurité de l'ONU fait pression sur les dirigeants haïtiens pour qu'ils organisent des élections générales à l'approche de la date limite. Dans l'article, on ajoute que le temps presse pour la transition. On se demande si une démarche soutenue émergera à cet égard. Vous avez mentionné dans votre témoignage qu'Haïti souhaite se remettre sur les rails. Pourriez-vous nous décrire la perception qu'a le public du Conseil présidentiel de transition en Haïti?

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: Je vous ai entendue parler du Conseil présidentiel de transition, mais je n'ai pas entendu la fin de votre question. Pouvez-vous la répéter?

[Traduction]

Shelby Kramp-Neuman: Oui, je peux la répéter. Plus précisément, je voudrais savoir ce que pense le public du Conseil présidentiel de transition en Haïti. De plus, projetons-nous dans l'avenir, au 8 février. Que se passera-t-il si l'on ne tient pas d'élections?

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: C'est vraiment la question que nous nous posons, et nous avons beaucoup d'appréhension.

Le Conseil présidentiel de transition avait justement été mis en place avec l'accord de plusieurs organisations et de plusieurs partis politiques. Nous pensions que nous arriverions à régler la situation et à organiser des élections au cours des deux ans que nous leur avons accordés. Or nous sommes maintenant à la fin du mois d'octobre, et dans environ trois mois, nous serons presque le 7 février. Il n'est pas certain que nous pourrions organiser des élections d'ici là. C'est la grande question que nous nous posons. Des organisations y réfléchissent, mais ce n'est pas évident.

Allons-nous maintenir le Conseil présidentiel de transition? Je n'ai pas la réponse, mais ce sera très tendu, dans le sens où...

● (1245)

[Traduction]

Shelby Kramp-Neuman: Cela m'amène à ma prochaine question. Si le mandat du Conseil présidentiel de transition prend fin, quelles seront les conséquences pour Haïti et pour un poste comme celui que vous occupez, Votre Excellence?

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: Vous posez une excellente question. Qu'allons-nous faire?

Chez nous, certaines personnes et organisations politiques comprennent bien dans quelle situation se trouve Haïti, et elles éviteront de prendre des dispositions qui pourraient nous rendre la vie très difficile. Nous sommes en train de voir s'il est possible d'organiser des élections au plus tard en avril 2026, avant même que la Force de répression des gangs, la FRG, soit vraiment fonctionnelle. Toutefois, en toute sincérité, nous nous demandons si la question des gangs sera réglée. Pour y arriver, il faudrait vraiment que cela se fasse tout de suite. On nous a dit que, d'après ce qui a été décidé, ce n'est qu'au mois d'avril que les 5 500 personnes seront déployées pour régler la situation haïtienne.

Cela dit, je fais confiance au peuple haïtien, et je le sais capable de prendre lui-même cette affaire en main et de décider comment changer les choses. En effet, on ne peut pas continuer comme ça.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au député Bill Blair.

Vous disposez de cinq minutes.

L'hon. Bill Blair: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur l'ambassadeur, encore une fois, bienvenue. Nous vous sommes très reconnaissants de comparaître devant nous ce matin.

Dans le même ordre d'idées que certaines des questions que mes collègues ont déjà posées, je m'intéresse aux leçons que nous avons pu tirer de nos interventions antérieures et à la manière dont elles pourraient nous aider à nous assurer que nos investissements d'aujourd'hui — non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour le Canada — sont utiles et permettent réellement d'atteindre les résultats que nous recherchons.

Depuis plus de 30 ans, le Canada contribue à toutes les missions des Nations unies en Haïti. Au cours des deux dernières années, depuis avril 2022, le gouvernement fédéral a déjà versé près de 450 millions de dollars pour l'aide humanitaire et pour le financement de mesures dans ce pays. Lorsque la Mission multinationale d'appui à la sécurité a été créée, le Canada était en fait le plus important donateur, avec 52 % des fonds alloués à cette initiative.

Cependant, comme vous l'avez déjà indiqué, et comme nous le savons, cette mission, qui devait compter 2 500 personnes, n'en a réuni qu'environ 990. On l'a largement considérée comme un échec.

Par ailleurs, le Canada a apporté des contributions assez importantes, par exemple dans le cadre de l'opération Helios. Nous étions établis en Jamaïque et nous formions des policiers et des militaires qui faisaient partie de la force opérationnelle dans le cadre de la mission multinationale. Nous avons formé des centaines de personnes d'autres pays des Caraïbes et la mission est maintenant terminée.

Vous y avez déjà fait allusion, mais je pense au Conseil présidentiel de transition. Il a été créé en 2024, mais son mandat prendra fin en février. Nous portons donc un vif intérêt à la suite des événements.

Le Canada s'est engagé à faire un don volontaire à la Force de répression des gangs. Nous comprenons qu'il est nécessaire de continuer à soutenir la réforme judiciaire, en particulier en investissant dans la Police nationale d'Haïti et dans vos forces armées en Haïti.

Compte tenu de votre expérience unique en tant que diplomate, mais aussi du fait que vous avez passé les 20 dernières années dans votre pays et que vous avez pu observer les effets qu'ont eus les différentes interventions de la communauté internationale, je me demande si vous pouvez nous donner votre point de vue sur les leçons que nous avons pu tirer et sur la manière dont nous pourrions améliorer l'efficacité de notre approche pour la suite des choses.

• (1250)

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: Vous m'envoyez chercher bien loin.

Ce que vous venez de nous présenter est tout à fait juste. C'est une réalité que nous vivons. Depuis des années et des années, il y a eu plusieurs missions. Je dirais deux choses à ce sujet.

D'abord, de notre côté, nous n'avons peut-être pas vraiment pris nos responsabilités. C'est nous qui nous retrouvons dans des situations difficiles, et c'était à nous de nous organiser. Nous avons reçu beaucoup d'assistance d'autres pays, mais ce n'est pas nous qui l'avons gérée. Entre nous, avec tous les moyens financiers qui ont été mis à la disposition d'Haïti depuis 10 ans, ce n'est pas normal que nous n'ayons pas pu régler les problèmes que nous avons et remettre le pays sur les rails. Il y a quelque chose qui ne fonctionne pas.

Je ne veux pas amoindrir l'assistance que des pays amis ont apportée à Haïti, car beaucoup de moyens financiers ont été mis à sa disposition, mais ce n'est pas Haïti qui gérait vraiment ces moyens. C'est vrai que nous en sommes responsables, parce que nous n'avons pas pris les responsabilités qui nous incombaient. Il faut aussi reconnaître que nous n'avons peut-être pas indiqué non plus les voies et moyens devant être utilisés pour obtenir des résultats et permettre à Haïti de s'en sortir.

Je vous ai bien compris, monsieur Blair, et c'est précisément ce qu'il faut régler: nous ne prenons pas vraiment les choses en main. Nous avons des amis qui nous aident, mais, parfois, pour une raison ou une autre, nous nous y prenons mal et nous n'arrivons pas à obtenir les résultats souhaités. Vous avez raison. Cela fait au moins une trentaine d'années que nous vivons des crises. Je présume que vous avez entendu parler des Duvalier...

Le président: Merci.

[Traduction]

Nous passons maintenant au député Brunelle-Duceppe.

Vous disposez de deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Je dispose de moins de temps que les autres, parce que je suis membre d'un plus petit parti.

Je vais vous poser une question qui peut être délicate. Il se peut que vous ne soyez pas en mesure d'y répondre ou que vous ne le vouliez pas. Il n'aurait pas de souci.

Selon vous, les gangs sur le territoire haïtien sont-ils soutenus par des gens situés à l'étranger, entre autres au Québec et au Canada?

S.E. M. Anthony Dessources: Il ne fait aucun doute que les gangs ne sont pas organisés par de pauvres Haïtiens tels que ceux que je connais. Des Haïtiens qui vivent peut-être ici ou aux États-Unis ont effectivement organisé ces structures et ces gangs. À la limite, nous nous demandons s'ils sont vraiment d'authentiques Haïtiens. Il n'y a pas à en sortir.

Je ne sais pas si vous connaissez Lanmo Sanjou. C'est un analphabète de première classe qui est devenu une grande vedette à cause de l'appui et de l'assistance qu'il recevait de la part de certaines personnes qui voulaient créer des situations difficiles au pays. De plus, il possède beaucoup d'argent. D'où provient cet argent? Il n'y a aucun doute sur le fait qu'il provient justement de certaines personnes qui veulent maintenir cette situation parce qu'ils ont quelque chose à y gagner. Si nous pouvions trouver ceux qui sont dans des pays amis comme le Canada et faire ce que nous devrions faire, je vous assure que ça pourrait...

• (1255)

Alexis Brunelle-Duceppe: Certaines institutions financières au Québec, au Canada et aux États-Unis aident involontairement et à leur insu ces personnes sur le plan financier. Si on coupait les vivres aux organisations, ce serait déjà une façon de travailler ensemble, n'est-ce pas?

S.E. M. Anthony Dessources: C'est exactement ça.

[Traduction]

Le président: Merci.

C'est maintenant au tour du député Fred Davies.

Vous disposez de cinq minutes.

Fred Davies (Niagara-Sud, PCC): Je vous remercie de votre présence.

Je vous remercie pour votre éclairage et pour les dernières nouvelles sur la situation dans votre pays. J'espère que les prochains jours apporteront de bonnes nouvelles plutôt que de mauvaises nouvelles sur le plan météorologique.

J'ai deux ou trois questions, monsieur.

Vous avez dit tout à l'heure qu'Haïti apporte plus au Canada que le Canada apporte à Haïti. J'aimerais que vous expliquiez cette affirmation, mais j'aimerais aussi vous poser une question au sujet des membres de la diaspora haïtienne qui sont ici au Canada. La communauté est-elle mobilisée? Êtes-vous en contact avec elle? Savez-vous combien de personnes originaires d'Haïti vivent au Canada? Veulent-elles vous aider à reconstruire le pays, tant pour leur propre bien que pour celui de votre pays?

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: Me suis-je mis les pieds dans le plat?

Voici ce que je voulais dire: depuis François Duvalier, beaucoup d'Haïtiens ont dû quitter le pays pour aller au Canada. Certains d'entre eux avaient de bons moyens financiers, d'autres pas, mais une grande majorité d'entre eux étaient des professeurs et des enseignants. Ils ont dû quitter Haïti et ils sont venus ici. Je crois qu'ils ont été très utiles au Canada depuis les années 1960. Par la suite, beaucoup de jeunes Haïtiens qui ont fait leurs études en Haïti — Dieu sait qu'il y en a qui ont fait de très bonnes études en Haïti — ont quitté le pays pour aller au Canada et ailleurs.

Ainsi, ces gens étaient l'une de nos richesses, et ils se sont déplacés ailleurs. C'est en ce sens que j'ai voulu m'exprimer plus tôt. Maintenant, l'enseignement en Haïti est à un bas niveau, alors qu'il y a quelques années, je vous assure que nous avions des professeurs qui permettaient aux Haïtiens de recevoir une instruction de très haut niveau. Nous avons su, aussi, profiter du Canada, comme je l'ai dit tantôt. J'ai moi-même fait mes études en Haïti avec les frères canadiens qui étaient là. J'ai beaucoup appris avec eux.

Qu'est-ce qui doit être fait, maintenant? Nous en avons parlé un peu tout à l'heure, il serait bon que des Canadiens aillent en Haïti

pour aider à mieux gérer l'argent qui est envoyé en Haïti. Je suis certain que pas un seul Haïtien sur le territoire canadien ne rêve pas d'Haïti presque tous les jours. J'en mettrais ma main au feu. Par contre, nous vivons malheureusement une situation difficile depuis des années. Les Duvalier sont partis depuis 1986. Je parle de Jean-Claude Duvalier, car le père était déjà décédé. De 1986 à nos jours, ça fait une quarante d'années. Il y a eu quelques bonnes années où on a dirigé le pays comme il le faut, mais ça n'a pas bien été du tout pendant au moins une trentaine d'années.

C'est cela que nous devons réussir à corriger. C'est pour faire cela que nous avons besoin d'aide. Je parle non seulement d'aide financière, mais aussi d'un accompagnement pour y arriver.

• (1300)

[Traduction]

Fred Davies: Je vous remercie.

Je suis désolé de vous interrompre, mais selon vous, que faut-il faire en priorité? Quel est le principal obstacle à la lutte contre les gangs et à la mise en place d'une structure de gouvernance solide? À votre avis, quelle est la première mesure à prendre, à l'échelle internationale ou nationale?

[Français]

S.E. M. Anthony Dessources: Je pense que, quand on aura bien identifié ceux qui alimentent les gangs, on aura fait un grand pas.

Bien sûr, on aura besoin d'aide étrangère, parce que la police nationale n'a pas tous les moyens qu'il faut pour arriver à combattre les gangs. En supposant qu'il y a 10 000 policiers et 50 000 hommes armés appartenant aux gangs, je ne pense pas qu'on puisse y arriver sans aide. On a donc besoin d'aide. Je pense qu'il faut aller dans ce sens et chercher à éliminer... Avec de l'aide, on pourra y arriver.

Le président: Merci, Votre Excellence.

[Traduction]

Nous passons au dernier intervenant, le député Rob Oliphant.

Vous disposez de cinq minutes, monsieur.

L'hon. Robert Oliphant: Ça va.

Le président: D'accord.

[Français]

Monsieur l'ambassadeur, je vous remercie de votre participation à la réunion et à cette étude.

Ceci conclut notre réunion.

Ai-je le consentement du Comité pour lever la séance?

Une voix: Oui,

Le président: Merci. La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>